

DOSSIER

HPN

# thématique

## Evaluer la sécurité alimentaire en vue de sécuriser les moyens d'existence dans une situation d'urgence

par Helen Young, Susanne Jaspars, Rebecca Brown, Jackie Frize et Hisham Khogali

36

### Résumé

Ce dossier présente la théorie et l'application pratique de l'approche d'Oxfam GB en matière d'évaluation de la sécurité alimentaire dans une situation d'urgence. L'approche préconisée correspond simplement à une programmation d'urgence qui cherche à la fois à sauvegarder les moyens d'existence et à sauver des vies humaines. En ce qui concerne l'évaluation de la sécurité alimentaire, cette approche suppose l'appréciation des risques à plus long terme pour les moyens d'existence des populations touchées, en plus des risques pour leur nutrition et leur vie.

La première partie du dossier décrit les concepts clés de la théorie de la sécurité alimentaire - disponibilité de la nourriture et accès à celle-ci (théorie des droits), impact de l'insécurité alimentaire sur la satisfaction des besoins nutritionnels, la vulnérabilité, les risques et les stratégies d'adaptation - par rapport à la sécurisation des moyens d'existence.

La deuxième partie explique la manière dont Oxfam fait le bilan de la sécurité alimentaire. L'évaluation de la sécurité alimentaire a pour but de déterminer l'opportunité d'une intervention sur le plan de la sécurité alimentaire. Le type d'intervention sera fonction de la gravité de l'insécurité alimentaire examinée sous deux angles différents : l'évaluation d'une part des possibilités pour les populations de satisfaire leurs besoins alimentaires immédiats (les risques pour la vie) et d'autre part de la vulnérabilité et des risques

qui menacent les différents groupes et leurs stratégies d'adaptation (les risques pour les moyens d'existence). A partir de cette appréciation, on identifie des interventions appropriées allant de l'aide alimentaire gratuite à toute une série d'initiatives permettant de sécuriser les moyens d'existence : argent contre travail, déstockage,...

La troisième partie du dossier présente des études de cas illustrant l'application pratique de l'approche Oxfam et l'adaptation de celle-ci en fonction des moyens d'existence concernés et de la nature du choc externe. Les études de cas portent sur une évaluation d'urgence de l'impact du cyclone et des inondations à Orissa (Inde) en 1999; une visite de suivi de la réponse d'Oxfam face à la sécheresse à Wadjir (Kenya) en 2000 ; un examen du programme d'Oxfam à l'intention des personnes déplacées par le conflit à Uraba (Colombie) en 1999.

La dernière partie souligne les défis clés que suppose l'évaluation de la sécurité alimentaire en vue de sécuriser les moyens d'existence dans une situation d'urgence, à savoir : décider du volume d'aide alimentaire nécessaire, choisir les catégories de personnes qu'il convient de cibler ; trouver des modalités efficaces d'association des interventions alimentaires et non alimentaires - et savoir à quel moment passer de l'une à l'autre ; comment faire face aux enjeux de la neutralité et de l'impartialité, surtout mais pas seulement dans des situations d'urgence politique complexes.

## **Humanitarian Practice Network (HPN)**

Overseas Development Institute  
111 Westminster Bridge Road  
London, SE1 7JD  
Royaume-Uni

Tél : +44 (0)20 7922 0331/74  
Fax : +44 (0)20 7922 0399  
Email : [hpn@odi.org.uk](mailto:hpn@odi.org.uk)  
Site web : [www.odihpn.org](http://www.odihpn.org)

Mise en page : Rebecca Lovelace, HPN  
Imprimé par : DS Print and ReDesign, Londres, Royaume-Uni  
Traduction par : Jean Lubbock

### **Notes sur les auteurs**

Helen Young est professeur associé au Feinstein International Famine Center, de l'Université de Tufts, Boston, MA. De 1996 à 1998, elle a été conseillère Oxfam en alimentation et nutrition et, en 1996-98, agent de soutien d'urgence (ASU) en matière de nutrition. Helen a également travaillé à titre bénévole pour l'Unité de santé Oxfam entre 1982 et 1985. L'introduction, ainsi que les premier et deuxième chapitres du dossier, s'inspire d'un article rédigé par Helen pour un atelier sur l'évaluation de la sécurité alimentaire dans des situations d'urgence, organisé par Médecins sans Frontières (MSF) - Hollande, à Amsterdam, en décembre 1997. Helen a également aidé à éditer le texte définitif.

Susanne Jaspars est associée de Nutrition Works et consultante indépendante en nutrition d'urgence. De juillet 2000 à avril 2001, elle a été conseillère temporaire en alimentation et nutrition auprès d'Oxfam. Susanne a également travaillé comme nutritionniste pour le compte d'Oxfam, au Soudan, en 1989-90 et a mené des évaluations de programmes Oxfam en 1997 et 1998. Susanne, qui a coordonné le travail des différents auteurs du dossier, s'est chargée d'une grande partie de la mise au point et de la reformulation ; elle a également rédigé l'étude de cas de Wadjir.

Rebecca Brown occupe le poste d'agent de soutien humanitaire (ASH) en matière d'alimentation et de nutrition auprès d'Oxfam depuis 1999. Rebecca a participé à l'évaluation d'urgence de l'impact du cyclone à Orissa et travaillé au sein du programme d'octobre 1999 jusqu'en juin 2000. Elle a rédigé l'étude de cas d'Orissa.

Jackie Frize est ASH (alimentation et nutrition) auprès d'Oxfam GB. Jackie a mené une évaluation du programme de sécurité alimentaire d'Oxfam GB pour les personnes déplacées par le conflit en Colombie, fin 1999. Elle a rédigé l'étude de cas d'Uraba.

Hisham Khogali est conseiller en alimentation et nutrition pour Oxfam GB depuis 1998. Avant cela, il a été ASU (alimentation et nutrition). Hisham a donné des conseils sur les programmes à Orissa, à Wadjir et en Colombie et apporté sa contribution par rapport à toutes les parties du dossier.

La contribution des personnes suivantes mérite également d'être signalée : Izzy Birch, Mohamed Elmi, Emma Naylor, Prasant Naik, Carmel Dolan, Elham Monsef, Fiona Gell, Chris Anderson et Toby Porter. Nous tenons à remercier tout particulièrement Eve Rodgers.

**ISBN** : 0 85003 531 7

Prix : £5.00 (sterling) par copie (excl. affranchissement et emballage)

© Overseas Development Institute, Londres, 2001.

Des photocopies de tout ou partie de la présente publication sont autorisés, dans la mesure où la source d'information est mentionnée. Toutefois, la documentation du Réseau, reproduite en grand nombre, doit être référée à l'ODI qui en détient les droits d'auteurs. Le coordinateur du Réseau des Pratiques et Politiques Humanitaires serait reconnaissante d'être informée de tout usage de la documentation du Réseau aux fins de la formation, de la recherche ou aux fins de la conception, mise en application ou évaluation de programmes.

# Table des matières

<b>Synthèse</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 Comprendre la sécurité alimentaire</b>	<b>3</b>
Accès et disponibilité	3
La gravité de l'insécurité alimentaire	4
<b>Chapitre 2 Faire le bilan de la sécurité alimentaire</b>	<b>7</b>
Les types d'informations recueillies	7
Les sources d'information	10
Identifier des interventions appropriées	10
<b>Chapitre 3 Sécuriser les moyens d'existence : études de cas</b>	<b>13</b>
Etude de cas n° 1 : L'évaluation d'urgence de l'impact du cyclone à Orissa	13
Etude de cas n° 2 : Le suivi de la réponse face à la sécheresse à Wadjir, dans le nord-est du Kenya	18
Etude de cas n° 3 : L'examen des programmes alimentaires pour les personnes déplacées par le conflit à Uraba, Colombie	23
<b>Conclusion</b>	<b>29</b>
Volumes et cibles	29
Associer les interventions alimentaires et non alimentaires	30
Neutralité et impartialité	30
<b>Annexe</b>	<b>32</b>
<b>Notes</b>	<b>33</b>
<b>Références</b>	<b>34</b>

## Liste des encadrés

Encadré 1 : La définition de la sécurité alimentaire selon Oxfam	3
Encadré 2 : Juger de la gravité de l'insécurité alimentaire	4
Encadré 3 : Les stratégies d'adaptation, les moyens d'existence et le conflit	5
Encadré 4 : Les relations entre hommes et femmes et la sécurité alimentaire	7
Encadré 5 : Orissa : le contexte	13
Encadré 6 : Wadjir : le contexte	18
Encadré 7 : La sécurité à Wadjir	21
Encadré 8 : Uraba : le contexte	24
Encadré 9 : Les communautés de paix à Uraba	26

## Liste des figures et tableaux

Figure 1 : Modèle conceptuel des causes de malnutrition dans une situation d'urgence	2
Tableau 1 : Renseignements à propos du contexte d'urgence	8
Tableau 2 : Exemples de besoins éventuels d'information pour les actions de sécurisation des moyens d'existence	9
Tableau 3 : Exemples de programmes de sécurisation des moyens d'existence dans les études de cas	11
Tableau 4 : Groupes socio-professionnels en milieu rural à Orissa	14
Tableau 5 : Cadre d'évaluation de la sécurité alimentaire à Orissa	15
Tableau 6 : Zones d'activité à Wadjir	20
Tableau 7 : Cadre d'évaluation de la sécurité alimentaire à Wadjir	22
Tableau 8 : Sites d'installation de personnes déplacées à Uraba	25
Tableau 9 : Sites d'installation choisis : emplacement et population	26
Tableau 10 : Cadre d'évaluation de la sécurité alimentaire à Uraba	27
Tableau 11 : Niveaux de sécurité alimentaire des différents groupes de PDI	28

# Synthèse

La sécurité - ou plutôt l'insécurité - alimentaire est au coeur des crises alimentaires et des situations d'urgence liées aux pénuries alimentaires. Cause sous-jacente de malnutrition et de mortalité (voir Figure 1 au verso), l'insécurité alimentaire conditionne la sécurité des moyens d'existence à plus long terme. Elle peut causer des dégâts irréparables aux moyens d'existence, réduisant ainsi les possibilités de subvenir à ses propres besoins. C'est ainsi qu'elle fait partie du processus qui aboutit à la malnutrition, à la morbidité et à la mortalité. De plus, souffrir d'insécurité alimentaire contribue directement au dénuement et à la déstabilisation des moyens d'existence à long terme. Autrement dit, en cas d'insécurité alimentaire grave, il existe un risque pour la nutrition.

Compte tenu de leurs mandats et des objectifs de l'évaluation qu'elles effectuent, différentes organisations ont mis au point différentes approches de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans des situations d'urgence. Néanmoins, les théories qui sous-tendent chaque approche relèvent du même concept sous-jacent. Ce concept, qui englobe les thèmes de disponibilité et d'accessibilité des produits alimentaires, reconnaît que les gens sont susceptibles d'adopter, dans une situation d'urgence, toute une série de stratégies d'adaptation face à l'insécurité alimentaire. Il y est question également de la vulnérabilité, tandis que la famine est considérée comme processus ayant des étapes distinctes (MSF-H, 1997). Les méthodologies sont également similaires, reposant essentiellement sur les sources d'information secondaires et les techniques d'évaluation rapide : entretiens individuels et collectifs, «entassement proportionnel»,... (MSF-H, 1997 ; HCR/PAM/ENN, 2000; pour une explication des termes, voir l'annexe, page 32).

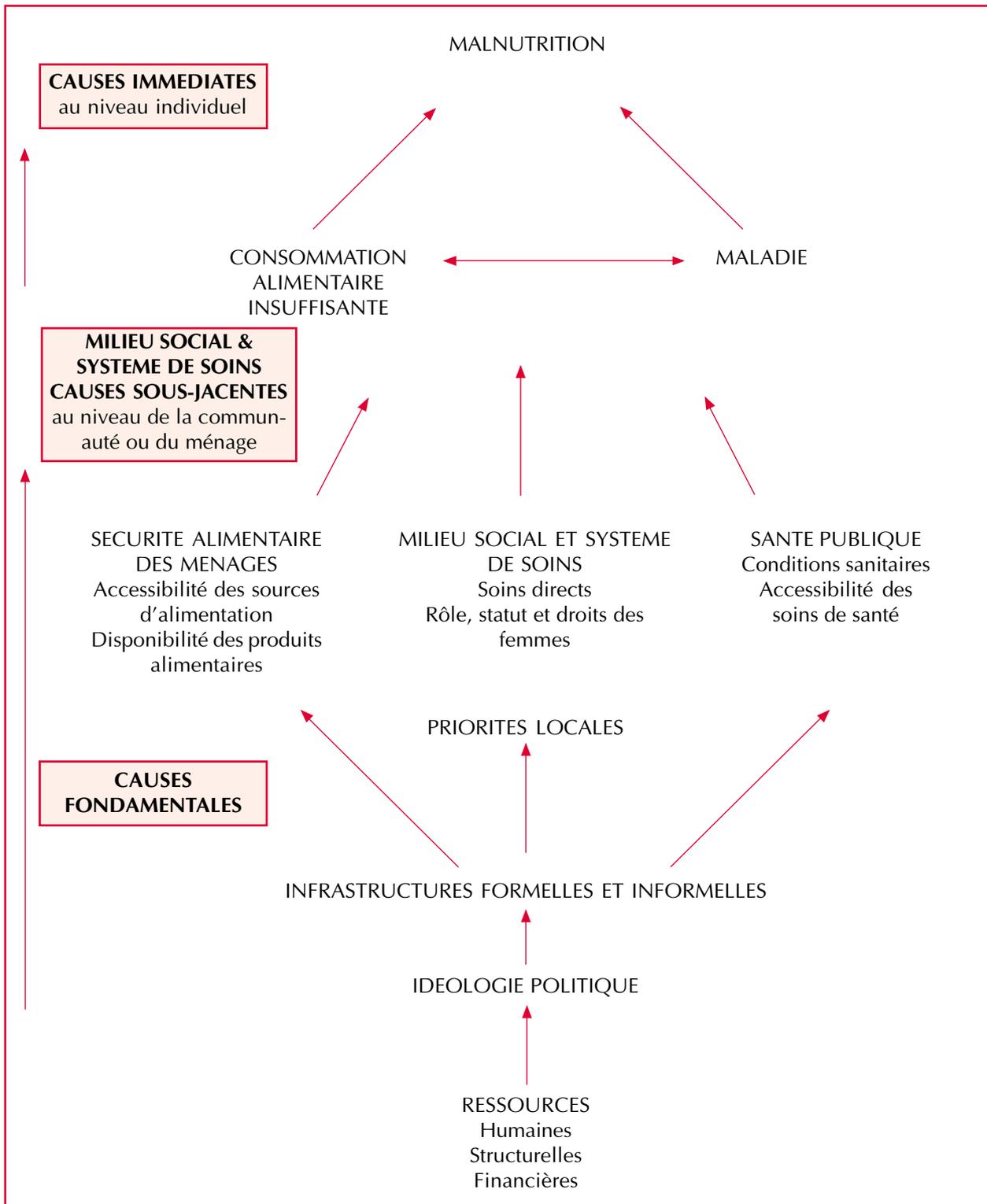
Les principales différences entre les approches tiennent des objectifs différents des organisations, de la façon dont les informations sont analysées afin de déterminer si la population en question souffre d'insécurité alimentaire. Pour Oxfam, il s'agit surtout d'évaluer les risques à la fois pour les moyens d'existence et pour la vie. En faisant le bilan de la sécurité alimentaire, Oxfam cherche à identifier des interventions qui permettront de sécuriser les moyens d'existence, dont éventuellement l'aide alimentaire, mais aussi d'autres mesures allant du déstockage et de la distribution fourragère aux distributions de semences et d'outils, en passant par le travail rémunéré (argent-contre-travail). Ceci fait contraste à l'approche économique alimentaire de Save the Children (SC)-UK, utilisée couramment pour estimer les besoins en aide alimentaire (Boudreau, 1998). Oxfam calcule la gravité de l'insécurité alimentaire en analysant les changements sur le plan des droits à la nourriture, des stratégies d'adaptation et de l'état nutritionnel. En revanche, pour l'approche économique alimentaire, la gravité est fonction de l'importance du déficit alimentaire.

L'approche d'évaluation de la sécurité alimentaire en vue de sécuriser les moyens d'existence intervient au niveau conceptuel. Il ne s'agit ni d'une méthodologie ni d'une démarche propre à Oxfam, mais simplement d'une approche de la programmation d'urgence qui vise à la fois à sauvegarder les moyens d'existence et à sauver des vies. Ceci a des conséquences en ce qui concerne l'évaluation, l'analyse et les interventions. Les évaluations devant intégrer l'analyse de la sécurité alimentaire des différentes catégories socio-professionnelles et des risques qu'elles courent, il faut souvent réaliser une étude plus approfondie qu'il n'en faudrait dans le cas d'un danger pour la vie seulement. L'analyse de

la sécurité alimentaire de différents groupes permet d'identifier des interventions différentes pour chacun d'entre eux. Finalement, une telle approche de l'évaluation de la sécurité alimentaire a des

conséquences pour les recommandations en matière d'aide alimentaire, puisqu'une proportion plus importante de la population doit être ciblée et davantage de rations sont nécessaires.

Figure 1 : Modèle conceptuel des causes de malnutrition dans une situation d'urgence



Adaptation du cadre UNICEF des causes sous-jacentes de la malnutrition et de la mortalité

# Comprendre la sécurité alimentaire

Le concept de «sécurité alimentaire» a évolué au cours des trois dernières décennies. Jusqu'à la fin des années 1970, la question a été abordée plutôt aux niveaux national et international, le débat portant sur la capacité des pays à assurer un approvisionnement suffisant. Ce n'est que plus tard que le niveau d'analyse s'est déplacé vers le bas pour examiner la sécurité alimentaire au niveau des communautés locales, voire des ménages et des individus. Le présent chapitre se propose d'expliquer les éléments clés de la théorie de la sécurité alimentaire et de faire le lien entre eux et la sécurisation des moyens d'existence.

## Encadré no. 1: La définition de la sécurité alimentaire selon Oxfam

Pour Oxfam, la sécurité alimentaire est ainsi définie :

*quand tout le monde peut avoir, à tout moment, accès à des vivres de bonne qualité (et exercer son contrôle sur celles-ci) en quantité suffisante pour mener une vie saine et active.*

Cette définition renferme deux éléments différents :

- la disponibilité (qualité et quantité des produits alimentaires) ;
- l'accès (possibilités d'obtenir des vivres au moyen d'achats, d'échanges et de droits).

## Accès et disponibilité

La théorie de la famine d'Amartya Sen (Sen, 1981), axée sur les droits, constitue la base conceptuelle des approches d'évaluation de la sécurité alimentaire de l'ensemble des intervenants. Sen explique que les famines ne se produisent pas parce qu'il n'y a pas suffisamment de produits alimentaires, mais

parce que les gens n'ont pas accès à suffisamment de vivres. Evidemment, la disponibilité de vivres à proximité du ménage est une condition sine qua non de la sécurité alimentaire. La disponibilité est conditionnée par des facteurs tels que la proximité d'une communauté aux centres de production et d'approvisionnement, ou par le jeu du marché, les restrictions sur le commerce et les politiques internationales influant sur l'offre de vivres, autant d'éléments clés d'une analyse de la sécurité alimentaire. Néanmoins, le travail de Sen opéra un changement radical, car jusque-là on avait considéré que la non disponibilité des produits alimentaires représentait le facteur prépondérant de la famine.

D'après Sen, les «droits d'échange» (ou sources d'alimentation/revenu) des gens correspondent à leurs possibilités d'obtenir des produits alimentaires. Sen sous-divise ces droits de la manière suivante :

- droits fondés sur la production (cultures et bétail) ;
- droits acquis grâce à son propre travail (travail salarié, professions) ;
- droits acquis grâce au commerce (commerce de produits artisanaux et de ressources naturelles telles que les produits forestiers) ;
- droits de succession et transferts (de l'Etat, ou de dons et prêts privés).

La famine se produit lorsqu'un nombre important de personnes voient s'effondrer complètement leurs droits d'échange.

Aussi crucial que soit le travail de Sen, il a ses limites. Premièrement, l'approche des droits considère les famines et d'autres situations d'urgence alimentaire comme des catastrophes économiques. Or, comme le signale Sen lui-même, son approche «met l'accent sur les droits dans le cadre juridique existant dans la société en question, mais certains transferts étant des actes illégaux ne s'adaptent pas à l'approche des

droits et ne se mesurent pas facilement» (Sen, 1981). L'expérience récente, notamment en Afrique, montre que l'association entre la violence et la famine est tellement étroite qu'aucune théorie généralement applicable de la famine ne peut passer sous silence le rôle de la violence et la façon dont certaines ressources, y compris les vivres, sont acquises illégalement par certains groupes aux dépens d'autres (De Waal, 1990 ; Macrae et Zwi, 1994). Dans les mots de Sen, l'accès par la violence d'un groupe aux vivres supprime les droits d'échange d'un autre. La famine peut être source d'avantages importants pour certains, notamment dans des situations d'urgence politique caractérisées par la violence (African Rights, 1994 ; JASPARS, 2000). A titre d'exemple, la famine parmi les Dinka de Bahr El Ghazal, au Soudan, fut la conséquence de leur exploitation à cause de leur richesse (Keen, 1991).

La théorie des droits a été critiquée pour deux raisons supplémentaires. Premièrement, elle laisse supposer que la perte des droits entraîne nécessairement la faim, suivie de la malnutrition, l'inanition et la mort. Deuxièmement, elle suggère que les actions des gens sont essentiellement déterminées par leur besoin de manger (De Waal, 1990). Or les recherches sur les réponses – couramment appelées «stratégies d'adaptation» – à la famine montrent que les gens ont pour priorité, en cas de pénurie alimentaire, de préserver les moyens de production qui assurent leur subsistance, plutôt que de couvrir les besoins alimentaires immédiats (voir, par exemple, Corbett, 1988). La prochaine section présente une analyse plus approfondie des stratégies d'adaptation.

### La gravité de l'insécurité alimentaire

Choisir le meilleur type d'intervention suppose comprendre la gravité de l'insécurité alimentaire. L'évaluation de la gravité de l'insécurité alimentaire en vue de sécuriser les moyens d'existence examine son impact d'une part sur la capacité des gens à se nourrir à court terme (risques pour la vie) et, d'autre part, sur la stabilité des moyens d'existence et la capacité de subvenir à ses propres besoins à plus long terme (risques pour les moyens d'existence). Ces deux paramètres permettant de juger de la gravité de l'insécurité alimentaire sont décrits dans l'encadré n° 2.

#### Les risques pour la vie : couvrir les besoins alimentaires immédiats

La consommation alimentaire représente la mesure la plus directe de la capacité des gens à se nourrir, mais compte tenu des difficultés méthodologiques qui se posent même dans des situations stables, on aurait du mal à mesurer directement la consom-

#### Encadré no. 2: Juger de la gravité de l'insécurité alimentaire

On considère qu'une population ou un groupe socio-professionnel souffre d'insécurité alimentaire aiguë si :

- les gens ont connu une réduction importante de leur principale source d'alimentation et ne sont pas en mesure de combler le déficit grâce à de nouvelles stratégies ;
- le taux de malnutrition est anormalement élevé pour l'époque de l'année sans qu'il y ait de facteurs liés à la santé ou aux soins pour l'expliquer ;
- une forte proportion de la population ou du groupe adopte des stratégies d'adaptation marginales ou non durables ;
- les gens adoptent des stratégies «d'adaptation» préjudiciables pour leurs moyens d'existence à plus long terme, ou qui entraînent d'autres coûts inacceptables (actes illégaux ou contraires aux bonnes moeurs,...).

mation dans une situation d'urgence. En conséquence, il faut utiliser des mesures ou indicateurs moins directs, dont :

- des changements importants des principaux droits d'échange ou sources d'alimentation, changements que d'autres sources ne viennent pas compenser de manière suffisante ; ou
- l'impact sur l'état nutritionnel.

Des changements de l'état nutritionnel des enfants reflètent parfois une modification de la situation sous-jacente de sécurité alimentaire. De ce fait, les études nutritionnelles sont d'une grande utilité pour évaluer l'impact de l'insécurité alimentaire au niveau de la population dans son ensemble. En l'absence d'une crise sanitaire ou autre cause sous-jacente importante de malnutrition, les taux de malnutrition aiguë et l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans se sont avérés être un indicateur sensible de la sécurité alimentaire au niveau local (Young et Jaspars, 1995). Néanmoins, il est indispensable de tenir compte également d'autres facteurs responsables de changements de l'état nutritionnel, notamment les causes sous-jacentes liées à la santé et aux soins (voir Figure 1). Les changements ou l'affaiblissement de l'état nutritionnel peuvent être la conséquence de maladies ou d'une modification profonde du système de soins, au lieu d'être le résultat de l'insécurité alimentaire.

Il convient d'examiner l'état nutritionnel par rapport aux variations saisonnières prévues (sans oublier l'impact des maladies infectieuses et des systèmes

de soins). La pression sur la sécurité alimentaire pendant la soudure entraîne souvent des pertes de poids saisonnières, compensées grâce à la reprise de l'approvisionnement après la récolte (voir l'étude de cas de Wadjir, page 18).

### Les risques pour les moyens d'existence : la vulnérabilité, le risque et l'adaptation

Comprendre les effets de l'insécurité alimentaire sur les moyens d'existence et la capacité de subvenir à ses propres besoins à plus long terme passe par l'analyse de la vulnérabilité et des risques. La vulnérabilité des ménages sur le plan de l'insécurité alimentaire comporte un aspect exogène et un aspect endogène (Chambers, 1999). Le stress exogène ou « choc externe » pourrait être la sécheresse, l'effondrement des marchés, le conflit ou l'exode forcé. L'aspect endogène (choc interne) de la vulnérabilité concerne la capacité des gens à faire face aux chocs externes. Sen analyse les chocs externes, qu'il divise en quatre catégories, par rapport à leur impact sur les droits d'échange :

- chocs liés à la production (perte de la récolte ou du bétail) ;
- chocs relatifs au travail (perte d'emploi, baisse des salaires) ;
- chocs liés au commerce (hyper-inflation ou excès d'offre entraînant l'effondrement des prix) ;
- chocs liés à la succession et aux transferts (effondrement d'un système d'aide sociale, rétrécissement ou effondrement des réseaux sociaux).

La subsistance passe par toute une série de droits d'échange. Un changement profond d'un droit particulièrement important peut représenter le facteur décisif qui fait perdre des droits et ainsi les moyens d'existence, avec pour conséquence la famine. L'impact du choc externe sur les moyens d'existence est fonction de la vulnérabilité du ménage, que déterminent l'intensité du choc interne et les possibilités d'adaptation du ménage.

La vulnérabilité n'est pas assimilable à la pauvreté, encore que la pauvreté sous-jacente contribue à accroître la vulnérabilité dans la plupart des situations d'urgence ; les effets des situations d'urgence sont aggravés lorsque celles-ci sont superposées sur une situation de pauvreté structurelle généralisée. La vulnérabilité est souvent liée au standing social ou politique. La menace peut être plus importante si le gouvernement national rechigne à agir, ou si la communauté internationale intervient tardivement ou pas du tout. La famine se produit rarement lorsque les dirigeants doivent rendre compte à la population ou sont représentatifs de celle-ci.

Face à l'amenuisement de leurs droits d'échange, les gens vont chercher activement à protéger leurs moyens d'existence. Davies (1993) définit ainsi les stratégies d'adaptation : « réponses provisoires à court terme à la diminution des droits alimentaires, caractéristiques des systèmes de subsistance structurellement sécurisés ». Ces stratégies englobent une vaste gamme de réponses sur le plan économique, social, politique et du comportement face à la réduction de la sécurité alimentaire. Il convient d'y voir des stratégies dont les effets sont facilement réversibles, par opposition à celles qui entraînent des coûts inacceptables.

Si les stratégies adoptées par les gens varient en fonction de leurs moyens d'existence et du type de catastrophe qui les a frappés, on constate quand même différentes étapes d'adaptation. Les premières stratégies d'adaptation sont réversibles et n'ont pas de conséquences négatives durables pour les moyens d'existence ; en revanche, les stratégies ultérieures sont susceptibles de causer des dégâts permanents. Ceci est d'une importance primordiale pour l'appréciation de la sécurité alimentaire, puisque les différents types de stratégies et le nombre de personnes qui participent à des activités particulières

#### Encadré no. 3: Les stratégies d'adaptation, les moyens d'existence et le conflit

Le terme « stratégies d'adaptation » - voire toute la terminologie se rapportant aux moyens d'existence/subsistance/sources de revenus - a d'abord été utilisé par rapport aux catastrophes naturelles, notamment les sécheresses. Dans le cas des catastrophes liées aux conflits, ou des situations d'instabilité politique prolongée, il arrive que les belligérants bloquent délibérément, pour des raisons tactiques, les stratégies d'adaptation et qu'il existe moins de possibilités de protection ou de reconstitution des moyens d'existence. On assiste à la destruction des maisons, au pillage des cultures et du bétail, à la destruction ou au bouleversement des réseaux de transport. L'insécurité peut obliger les gens à se déplacer, les séparant ainsi de leurs moyens d'existence (voir l'étude de cas d'Uraba, page 23). Les conflits internes sont susceptibles de durer des années, de causer des dégâts tellement graves que les gens sont incapables de reconstituer leurs moyens d'existence. Le fait même que les actions de sécurisation des moyens d'existence sont censées avoir un impact à long terme peut les rendre suspectes aux yeux des belligérants, parce que le renforcement des capacités d'un groupe lors d'un conflit pourrait supposer favoriser un camp aux dépens d'un autre.

nous éclairent sur leurs priorités et indiquent la gravité de l'insécurité alimentaire.

Citons parmi les stratégies d'adaptation adoptées au premier stade d'une famine l'exode de certains membres du ménage à la recherche de travail, la cueillette, la vente de biens non productifs. L'une des premières stratégies couramment adoptées consiste à réduire la consommation alimentaire ou à changer de régime d'alimentation (Corbett, 1988 ; Fleuret, 1986 ; Rahmato, 1988 ; voir également l'étude de cas d'Orissa (page 13)). Les gens vont se tourner vers des aliments moins chers, moins appétissants et éventuellement moins nutritifs, ou bien réduire le nombre de repas ou la quantité consommée. Ils acceptent parfois d'avoir faim pour préserver leurs moyens de production et d'existence futurs (Corbett, 1988).

En cas d'insécurité alimentaire prolongée, de plus en plus de gens vont adopter ces stratégies initiales. Ces stratégies cessent à terme d'être viables, obligeant les gens à en adopter d'autres, préjudiciables pour leurs moyens d'existence. Une fois épuisées toutes les options, les gens se retrouvent dans le dénuement et doivent adopter des stratégies de crise, telles que l'exode ou le déplacement en

masse à la recherche d'aumône (Corbett, 1988). L'un des objectifs clés d'une approche visant à sécuriser les moyens d'existence consiste à éviter que les gens ne soient obligés de faire ces démarches préjudiciables, ce qui impose d'intervenir le plus vite que possible.

Les gens de l'extérieur considèrent parfois que les stratégies d'adaptation sont synonymes d'activités économiques, mais les dimensions sociales et culturelles de ces stratégies sont souvent plus importantes. A titre d'exemple, l'étude de cas d'Uraba en Colombie (voir page 23) montre que la capacité de mobilisation sociale a été l'un des principaux facteurs de sécurité alimentaire pour les populations déplacées par la guerre. Cultiver les champs comporte moins de risques pour un groupe que pour un ménage individuel. Dans de nombreuses sociétés pastorales, il existe des réseaux étendus de don et de partage entre les familles élargies et à l'intérieur de celles-ci. L'évaluation d'une intervention d'urgence réalisée par Oxfam au pays Turkana, au Kenya, a pu identifier plus de dix types de partage (Jaspars et al., 1996). Lors d'une famine ou d'une situation d'urgence, il se peut que la survie soit plus affaire de «qui vous êtes» et «qui vous connaissez» que de «ce que vous avez».

# Faire le bilan de la sécurité alimentaire

Ce chapitre décrit la manière dont Oxfam évalue la sécurité alimentaire en vue de sécuriser les moyens d'existence. Toute évaluation de la sécurité alimentaire doit d'abord définir son but et préciser ses objectifs. Dans une situation d'urgence, il s'agit souvent de minimiser les risques pour la nutrition et de sauver des vies à court terme et/ou de protéger les moyens d'existence (Young, 1992), ces deux aspects étant liés à la gravité de l'insécurité alimentaire.

L'approche préconisée par Oxfam suppose examiner à la fois la gravité de l'insécurité alimentaire (sur le plan de la capacité des gens à se nourrir et de l'impact sur l'état nutritionnel) et les processus qui créent l'insécurité alimentaire (vulnérabilité, risque, adaptation) et ont un impact à long terme sur les moyens d'existence.

Que l'accent soit mis sur les besoins alimentaires à court terme ou sur les moyens d'existence à long terme, les mêmes principes d'évaluation s'appliquent :

- se renseigner sur la disponibilité des produits alimentaires ;
- se renseigner sur la capacité des gens à se nourrir et la manière dont différents groupes accèdent à la nourriture ;
- calculer la gravité de l'insécurité alimentaire sur le plan de son impact sur les droits et l'état nutritionnel (risques pour la vie) ;
- analyser la gravité de l'insécurité alimentaire sur le plan de la vulnérabilité et du risque (risques pour les moyens d'existence).

L'évaluation de l'impact sur les moyens d'existence à plus long terme exige davantage de précision et d'analyse approfondie qu'il n'en faut pour évaluer les besoins immédiats.

## Les types d'informations recueillies

### Informations sur le contexte

Le bilan de la sécurité alimentaire fait par Oxfam comporte la prise en compte des informations de base sur le contexte d'urgence (tableau 1 au verso).

Lors d'une crise aiguë, où des gens risquent de mourir d'inanition, il faut prendre des décisions rapidement. Les principales questions et décisions se rapportent à :

#### Encadré no. 4: Les relations entre hommes et femmes et la sécurité alimentaire

Oxfam s'intéresse souvent aux aspects de la sécurité alimentaire liés aux relations entre hommes et femmes, car il existe presque toujours une différenciation entre les rôles féminins et masculins en ce qui concerne l'achat et la gestion des produits alimentaires et la préparation des repas. Par ailleurs, il y a des divisions entre les sexes en ce qui concerne l'accès aux vivres à l'extérieur du ménage, l'accès aux ressources en général et la gestion de celles-ci.

L'analyse des relations entre hommes et femmes représente souvent un aspect clef du travail d'Oxfam. A titre d'exemple, le PHAT (instrument d'évaluation de la santé publique) souligne l'importance d'interroger des informateurs clefs à la fois masculins et féminins et de s'entretenir avec les femmes chefs de ménage. Néanmoins, se renseigner sur les différences au sein du ménage n'est pas forcément prioritaire pendant une première évaluation rapide d'une situation d'insécurité alimentaire aiguë, puisque les interventions ciblent généralement les communautés ou les groupes de populations dans leur ensemble.

- l'opportunité de fournir de l'aide alimentaire ;
- en cas de réponse affirmative, en quelle quantité et de quel type ;
- qui a besoin d'aide et pourquoi ;
- pendant combien de temps l'aide alimentaire sera nécessaire et/ou à quel moment il faudra revoir la situation ;
- si des ressources et capacités sont disponibles sur place pour transporter, stocker et distribuer les vivres.

Évaluer les risques pour les moyens d'existence impose de mener une analyse plus approfondie de la gravité de l'insécurité alimentaire. Il faut non seulement évaluer la capacité des gens à se nourrir (évaluation de la modification des droits et de l'impact sur l'état nutritionnel), mais aussi examiner les aspects plus larges de la vulnérabilité (voir tableau 2 à la page 9).

### Informations sur la disponibilité, l'accès et la gravité de l'insécurité alimentaire

Le tableau 2 présente une liste de contrôle des domaines clés où il est souvent nécessaire de

recueillir des informations sur la disponibilité des produits alimentaires et l'accès d'une population à ceux-ci. Le tableau présente également les indicateurs de la gravité de l'insécurité alimentaire sur le plan de la capacité à couvrir les besoins alimentaires immédiats et des risques pour les moyens d'existence.

La liste de contrôle est susceptible de variation en fonction des moyens d'existence des gens, de la nature du choc externe et de la capacité d'adaptation.

### Informations sur l'état nutritionnel

Le taux de malnutrition aiguë et l'état nutritionnel des enfants au sein d'une population permettent de juger de la gravité de l'insécurité alimentaire, à condition de tenir compte des éléments de santé et de soins qui déterminent l'état nutritionnel. En règle générale, en l'absence d'épidémies signalées de rougeole ou de maladies diarrhéiques aiguës, il est peu probable qu'un déclin subit de l'état nutritionnel ait été provoqué par une maladie. De même, les principaux éléments à noter en matière de soins sont des déplacements importants de populations

**Tableau 1 : Renseignements à propos du contexte d'urgence**

Liste de contrôle/domaines clés	Sources/méthodes
<p><i>Situation géographique</i> Climat Environnement Accès routier/ferroviaire/maritime/aérien Infrastructures physiques</p> <p><i>Contexte politique</i> Engagement politique local en faveur de l'atténuation des catastrophes Relations internationales Infrastructures et services gouvernementaux Volonté politique de résoudre la situation d'urgence</p> <p><i>Sécurité et stabilité</i> Source et nature des conflits internes et des guerres Sécurité de la population touchée Possibilités d'accès pour le personnel de secours Risques pour la sécurité du personnel de secours Possibilités d'accès pour l'aide matérielle massive</p> <p><i>Population touchée</i> Nombre Composition démographique Origines (historique du déplacement) Divisions ethniques et sociales, dont relations entre hommes et femmes Cohésion sociale/structures de direction</p>	<p>Recueillir les informations secondaires Interroger les informateurs clés (représentants gouvernementaux, ONG, universitaires, journalistes, « experts » locaux et personnalités respectées) Cartographie Estimations de la population</p>

**Tableau 2 : Exemples des besoins éventuels d'information pour les actions de sécurisation des moyens d'existence**

Aspects de la sécurité alimentaire	Liste de contrôle/domaines clés	Sources/méthodes
Disponibilité des produits alimentaires	<p>Décrire et caractériser les sources d'alimentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• agriculture mécanisée</li> <li>• agriculture de subsistance</li> <li>• importations</li> <li>• proximité de la production alimentaire/sources d'alimentation à la population touchée</li> </ul> <p>Mécanismes de marché et prix</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• accès selon le sexe/l'ethnie</li> <li>• proximité des marchés à la population touchée</li> <li>• politiques gouvernementales touchant les marchés</li> <li>• prix de marché des produits de base</li> <li>• termes de l'échange (quand les activités pastorales ou la pêche sont sources de revenu)</li> </ul>	<p>Sources secondaires, notamment rapports des systèmes d'alerte précoce (SAP) et des systèmes locaux d'information alimentaire</p> <p>Evaluation de l'alimentation et des cultures</p> <p>Entretiens avec les informateurs clés</p> <p>Visites de terrain pour étudier les conditions agricoles</p>
Accès/droits	<p>Identifier les différents groupes en fonction des principales modalités d'accès aux vivres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• agriculture de subsistance</li> <li>• agro-pastoralisme</li> <li>• travail salarié (manoeuvre)</li> <li>• assistance sociale ou aide gratuite</li> </ul> <p>Pour chaque groupe ainsi identifié, déterminer par quels moyens les gens ont accédé aux vivres avant la crise et comment ils y accèdent maintenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• agriculture de subsistance</li> <li>• élevage ou pêche</li> <li>• travail salarié temporaire ou régulier</li> <li>• métayage</li> <li>• commerce de produits d'artisanat ou ressources naturelles (produits forestiers,...)</li> <li>• revenu en loyers</li> <li>• remises d'argent, dons ou prêts</li> <li>• vol</li> </ul>	<p>Sources secondaires</p> <p>Sources primaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• entretiens avec informateurs clés</li> <li>• visites à domicile</li> <li>• «transect walks»</li> <li>• observation directe</li> <li>• entassement proportionnel</li> <li>• hiérarchisation</li> <li>• cartographie</li> <li>• tendances temporelles</li> </ul>
Gravité de l'insécurité alimentaire (risques pour la vie)	<p>Etudier la différenciation des rôles masculins et féminins et les relations entre hommes et femmes</p> <p>Evaluer la capacité des gens à se nourrir</p> <p>Identifier les changements majeurs au niveau des droits, évaluer la viabilité des sources alternatives d'alimentation</p> <p>Evaluer l'impact de la sécurité alimentaire sur l'état nutritionnel : déterminer si le taux de malnutrition correspond aux variations saisonnières normales, compte tenu des causes de malnutrition liées à la santé et aux soins.</p>	<p>Sources secondaires</p> <p>Sources primaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• entretiens avec informateurs clés</li> <li>• visites à domicile</li> <li>• tournées à pied</li> <li>• observation directe</li> <li>• entassement proportionnel</li> <li>• hiérarchisation</li> <li>• cartographie</li> <li>• tendances dans le temps</li> <li>• calendriers saisonniers</li> </ul> <p>Surveillance ou enquêtes anthropométriques, notamment dans des sites sentinelles<sup>1</sup></p>
Gravité de l'insécurité alimentaire (risques pour les moyens d'existence)	<p>Evaluer la vulnérabilité des moyens d'existence :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La nature des chocs externes et l'intensité de l'impact sur les moyens d'existence. Identifier le groupe le plus touché.</li> <li>2. La capacité des gens à faire face aux chocs : <ul style="list-style-type: none"> <li>• type de stratégie d'adaptation (stratégies non préjudiciables pour les moyens d'existence et le bien-être/stratégies préjudiciables)</li> <li>• proportion de la population réalisant des activités marginales/non durables</li> </ul> </li> </ol>	

pouvant affecter des comportements tels que l'allaitement au biberon. Les interactions entre les trois catégories de causes sous-jacentes (sécurité alimentaire du ménage, milieu social et système de soins, santé publique) sont également susceptibles d'affecter les taux de malnutrition.

Aux premiers stades d'une crise aiguë, où les gens sont évidemment coupés de leurs sources habituelles d'alimentation, comme au début d'un exode massif de réfugiés ou autre situation d'urgence s'installant rapidement (séisme, inondation), mesurer l'état nutritionnel n'est pas prioritaire. Dans une situation d'urgence qui s'installe lentement ou dure longtemps, une enquête nutritionnelle aide à confirmer la gravité de l'insécurité alimentaire. Quand le temps et les ressources le permettent, il est utile de contrôler l'état nutritionnel afin de repérer les changements de la sécurité alimentaire. A titre d'exemple, à Wadjir (voir page 18), le gouvernement kenyan contrôle divers indicateurs de la sécurité alimentaire, ainsi que la circonférence des bras (au milieu de la partie supérieure) pour mesurer l'état nutritionnel. SC-UK mène des enquêtes nutritionnelles par échantillonnage en grappe aléatoire, qui tiennent compte de l'indice nutritionnel poids/taille. A Uraba en Colombie (voir page 23), on a rapidement mesuré la circonférence des bras pour confirmer que les besoins alimentaires immédiats de toutes les personnes déplacées étaient couverts.

### Les sources d'information

En cas d'évaluation rapide, Oxfam GB se sert d'informations «secondaires», de sources existantes, associées aux informations nouvelles ou «primaires», recueillies pendant les visites de terrain. Le type (quantitatif ou qualitatif) de données primaires recueillies est fonction des lacunes constatées dans les informations secondaires et des contraintes (délais, accès, disponibilité de ressources) en matière de travail sur le terrain.

### Les sources d'informations secondaires

Citons parmi les sources d'informations secondaires les connaissances existantes des agents du gouvernement local, des représentants de l'ONU et des ONG, des universitaires, des journalistes et autres experts. Elles représentent la base de n'importe quelle évaluation, notamment en ce qui concerne le contexte historique et les tendances de la sécurité alimentaire dans le temps. A titre d'exemple, Oxfam se sert souvent de rapports sur l'état des cultures comme source de données secondaires importante. Une étude sur documents de ces informations existantes est une première étape indispensable de toute appréciation rapide.

### Les sources d'informations primaires

Il y a rarement le temps, lors de l'évaluation rapide d'une situation d'urgence, de mener une enquête approfondie sur les ménages. D'ailleurs, ce n'est pas forcément indiquée. Les techniques d'évaluation rapide permettent d'avoir une idée de la situation et de prendre des décisions rapides concernant la réponse immédiate. Si une intervention est prévue, des recherches supplémentaires pourraient faire partie des activités de programme (système d'information alimentaire, visites régulières de suivi ou d'étude).

L'observation directe, les tournées à pied et les entretiens semi-structurés avec les gens directement touchés par la situation d'urgence sont autant de techniques rapides utiles quand il s'agit de recueillir les informations mentionnées ci-dessus. (Pour de plus amples renseignements sur ces techniques d'évaluation, se référer à l'annexe.) S'il est décidé de mener une enquête nutritionnelle, Oxfam préconise généralement l'échantillonnage en grappe à deux étapes. Les services d'agents expérimentés sont indispensables pour élaborer et mener les enquêtes nutritionnelles, tandis qu'il faut prendre le temps de former le personnel, effectuer le travail de terrain et analyser les résultats. Pour que les résultats d'une enquête soient valables et fiables, celle-ci doit être correctement élaborée, utiliser des méthodes et procédures reconnues, être gérée par des agents qualifiés.

De nombreux problèmes pratiques se posent par rapport aux études nutritionnelles dans les situations d'urgence (population très dispersée, accès limité, non disponibilité d'estimations fiables de population). Le sondage dans des zones plus petites, la réduction de la taille des grappes ou l'échantillonnage à choix intentionnel permettent de résoudre une partie de ces problèmes (Young, 1992). Dans un échantillon à choix intentionnel, on sélectionne des villages ou des groupes de population jugés représentatifs de la population ou de la zone d'intérêt. On y procède uniquement lorsque les données anthropométriques sont complétées par des informations qualitatives sur la sécurité alimentaire et la santé. Il est impossible d'extrapoler à partir des données recueillies pour connaître les taux de malnutrition au sein de la population dans son ensemble ou dans la zone toute entière.

### Identifier des interventions appropriées Aide alimentaire

Si les gens sont incapables de subvenir à leurs besoins alimentaires immédiats, si leur vie est en danger, la première tâche consiste à faciliter leur accès aux vivres et à soigner ceux qui souffrent de malnutrition (tout en abordant les causes sous-jacentes de malnutrition

**Tableau 3 : Exemples de programmes de sécurisation des moyens d'existence dans les études de cas**

<b>Programmes de soutien des revenus</b>	Vivres contre travail (Orissa) Argent contre travail (Orissa) Distribution de tours de potier et de matériaux pour la reconstruction des fours (Orissa) Distribution de poteaux en bambou aux ménages de vanniers (Orissa) Déstockage de bétail (Wadjir) Achat de production alimentaire excédentaire (Colombie)
<b>Programmes d'assistance aux agriculteurs</b>	Distribution de semences et d'outils (Colombie et Orissa) Distribution de jeunes arbres et engrais (Orissa)
<b>Programmes d'assistance aux éleveurs</b>	Reconstitution du cheptel (Orissa) Déstockage (Wadjir) Distributions fourragères (Wadjir) Entretien des forages et abreuvement du bétail (Wadjir)
<b>Programmes d'assistance aux pêcheurs</b>	Distribution de filets de pêche (Orissa)

que sont les maladies et l'absence d'accès aux soins de santé). Lors d'une crise aiguë, quand les gens sont coupés de leurs sources habituelles d'alimentation, l'aide alimentaire et les programmes d'alimentation constituent généralement la réponse initiale.

En règle générale, les organisations décident de la quantité de vivres à fournir à partir soit d'une estimation du déficit alimentaire global, soit d'une estimation du nombre de personnes touchées, multiplié par une ration quotidienne individuelle. Ce dernier système est couramment utilisé dans le cas des réfugiés et personnes déplacées. Dans une telle situation, on peut facilement démontrer que les gens ont perdu leur principale source de droits à la nourriture à cause du déplacement et sont donc presque entièrement dépendants de l'aide externe (Jaspars et Young, 1995).

Quand Oxfam se charge des distributions de vivres, il s'agit généralement d'une réponse initiale face à une situation d'urgence. Les premières estimations en matière d'aide alimentaire tiennent compte normalement du nombre de personnes touchées et du besoin énergétique minimum calculé pour les populations touchées par une situation d'urgence, soit 2.100 calories par personne et par jour (OMS, 2000). Avec le temps, Oxfam est susceptible de réduire les rations. A titre d'exemple, en Colombie, les rations furent progressivement réduites au fur et à mesure que la situation de sécurité alimentaire s'améliorait (voir page 24). A Orissa, les distributions de vivres gratuites furent rapidement remplacées par des systèmes de vivres contre travail et de distribution d'argent (voir page 15).

L'approche économique alimentaire de SC-UK préconise d'évaluer les déficits alimentaires de différents groupes, distingués en fonction de leur richesse, au niveau des ménages. Ces informations permettent de rationaliser l'emploi de l'aide alimentaire et servent souvent de base aux interventions du Programme alimentaire mondial (PAM) et du HCR (Boudreau, 1998). De ce fait, quand Oxfam a été le partenaire du PAM chargé de l'exécution d'un programme, les évaluations économiques alimentaires ont déterminé l'importance de la ration.

Dans certains cas, Oxfam calcule aussi les déficits alimentaires afin de décider des rations nécessaires. Ces calculs sont nettement moins rigoureux par rapport à l'approche économique alimentaire. Oxfam compte généralement sur ses connaissances locales pour déterminer la proportion des besoins alimentaires qu'un ménage est en mesure de couvrir en l'absence d'aide extérieure. Oxfam continue à suivre la situation de près et ajuste les rations en cas de besoin. Etant donné que l'organisation exécute souvent des programmes d'urgence dans des zones où elle gère déjà des programmes de développement, les différentes sources d'alimentation lui sont souvent bien connues.

L'aide alimentaire peut également servir à sécuriser les moyens d'existence. Apportée au tout début d'une situation d'urgence s'installant lentement, l'aide alimentaire peut empêcher la vente de biens pour acheter des vivres. Elle permet également aux gens de mettre de côté l'argent qu'ils auraient consacré autrement à l'achat de vivres et de s'en servir pour protéger leurs moyens d'existence. De

même, l'aide alimentaire peut aider à reconstituer les moyens d'existence après une crise. Dans le cadre de la réhabilitation des pasteurs touchés par une sécheresse, elle permet à ces derniers de reconstituer leur cheptel, au lieu de vendre des bêtes afin d'acheter des vivres. Les besoins estimés sont plus importants quand il s'agit d'utiliser l'aide alimentaire pour protéger les moyens d'existence.

### **Les interventions non alimentaires**

Néanmoins, l'aide alimentaire ne suffit pas à elle seule à sécuriser les moyens d'existence. Le tableau 3

présente une série d'interventions complémentaires, décrites dans le détail au chapitre suivant.

Les interventions de marché – aliments subventionnés, systèmes de coupons alimentaires, boutiques «prix juste» – représentent une autre méthode de sécurisation des moyens d'existence (Young et Jaspars, 1995). Oxfam GB s'en est chargé dans d'autres contextes, comme l'ont fait parfois des autorités locales. A titre d'exemple, à Orissa, l'intervention du gouvernement local ayant permis de stabiliser les prix alimentaires, Oxfam a pu se concentrer sur les initiatives de soutien des revenus.

# Sécuriser les moyens d'existence : études de cas

Oxfam procède à l'évaluation de la sécurité alimentaire dans de nombreuses situations d'urgence, s'occupant entre autres de l'évaluation initiale immédiatement après une catastrophe, de l'évaluation approfondie de l'impact sur les moyens d'existence, du suivi et de l'évaluation. Ce chapitre présente les bilans de sécurité alimentaire faits dans trois situations différentes :

- une évaluation d'urgence de l'impact du cyclone à Orissa en 1999 ;
- le suivi de la réponse d'Oxfam face à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire à Wadjir, dans le nord-ouest du Kenya, en 2000 ;
- une étude des programmes d'aide alimentaire et de sécurité alimentaire d'Oxfam à l'intention des personnes déplacées par le conflit dans le district d'Uraba, en Colombie, en 1999.

En dépit des différences évidentes de contexte, les programmes d'Oxfam ont des caractéristiques communes se rapportant à la façon dont l'organisation évalue la sécurité alimentaire et identifie les réponses convenables. Le plus souvent, l'organisation est déjà présente et travaille depuis longtemps dans les zones où elle réalise des interventions d'urgence. De nombreux membres du personnel ont beaucoup d'expérience des zones en question, ce qui facilite la compréhension du contexte local et des antécédents de la situation d'urgence. Oxfam collabore souvent avec une série de partenaires locaux, pendant les évaluations initiales et/ou l'exécution du programme d'urgence. Etant donné qu'Oxfam se consacre à la fois au travail de développement et à l'assistance humanitaire, son personnel est généralement au courant des deux types de programme.

Le personnel local d'Oxfam dispose également du soutien des membres du service humanitaire d'Oxfam, notamment des conseillers en alimentation

et nutrition et des agents de soutien humanitaire (ASH). Les conseillers et ASH s'occupent surtout des questions relatives à l'impact d'une catastrophe sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le personnel d'Oxfam dans le pays et les partenaires locaux possèdent souvent des connaissances en matière des moyens d'existence locaux et des conséquences de la catastrophe à ce niveau. Recueillir des informations primaires permet de combler les lacunes. Certains agents de développement d'Oxfam ont été formés aux méthodes de recherche rurale participative, pilier des évaluations de la sécurité alimentaire réalisées par Oxfam.

## Etude de cas no. 1 : L'évaluation d'urgence de l'impact du cyclone à Orissa

Cette étude de cas porte sur l'évaluation faite par Oxfam de l'impact du cyclone sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de la population côtière de l'Etat d'Orissa.

### Encadré no. 5 : Orissa : le contexte

Orissa, qui se situe dans l'est de l'Inde dans la baie de Bengale, est le plus pauvre des 25 Etats indiens. D'après le recensement de 1991, il a une population d'environ 33 millions d'habitants. Ses infrastructures sont peu développées et les routes sont mauvaises. L'agriculture représente la principale source d'emplois.

Etat côtier, Orissa subit entre trois et cinq cyclones par an, le plus souvent en octobre/novembre et avril/juin. De plus, des inondations font suite à la mousson en juillet/septembre. Le dernier grand cyclone qui a frappé Orissa, en 1971, a fait beaucoup de victimes et causé des dégâts et des pertes de biens importants. Il y a eu trois inondations graves pendant les années 1990.



Le cyclone déferla le 29 octobre 1999, des rafales de vent d'une vitesse maximale de 250km/heure s'abattant sur 200km de littoral. Il dura plus de 36 heures, accompagné de grosses pluies et de raz-de-marée, dévastant une grande partie de l'Etat. On estime à 10 millions le nombre de personnes touchées à Orissa. Le bilan officiel fait état d'environ 10.000 morts, ce qui représenterait, selon les médias et certaines ONG, la moitié du total réel, estimé en fonction du nombre de demandes d'actes de décès présentées à la suite du cyclone. On a vu des maisons détruites, des infrastructures côtières et intérieures ravagées et des communications bouleversées. Plus

de 800.000 têtes de bétail ont été tuées et des cultures d'une valeur estimée de 23m de dollars ont été détruites.

### La population touchée

Dans plus de 75 pour cent des cas, la population d'Orissa tire l'essentiel de son alimentation et de ses revenus de l'agriculture. L'élevage (notamment du petit bétail tel que les ovins et caprins), la pêche intérieure et marine et l'artisanat (tissage, vannerie, poterie) sont autant d'autres sources. Les trois quarts de la population de l'Etat habitent des villages.

De nombreux manoeuvres sont membres des castes classées, qui représentent environ 15 pour cent de la population. Dernier échelon de la hiérarchie des castes, elles ont pour occupations principales la prestation de services (balayer, nettoyer,...), considérés «humbles» par les castes supérieures. A Orissa, par contre, la plupart des membres des castes classées sont des journaliers agricoles.

Les tribus classées, habitants autochtones du sous-continent indien, représentent sept pour cent environ de la population totale. Leurs premiers contacts avec la société plus large sont assez récents. Les tribus classées manquent souvent d'accès aux ressources (terre, eau,...) et aux services de base (santé, éducation). Elles possèdent dans certains cas des terres, mais généralement de qualité inférieure et le plus souvent destinées aux cultures pluviales.

Les femmes ont un statut nettement inférieur dans la société orisséenne. Le taux d'alphabétisation féminine dans l'Etat est de 25 pour cent seulement. Le travail ménager est essentiellement assuré par les

**Tableau 4 : Groupes socio-professionnels en milieu rural à Orissa**

Groupe (% de la population)	Principales sources d'alimentation/revenus
Agriculteurs propriétaires de terrain (20%)	Production et vente de cultures. Embauche de manoeuvres et métayers.
Métayers (20-25%)	Production agricole. Si le métayer fournit les intrants, le propriétaire reçoit 25% de la production. Si le propriétaire fournit les intrants, le métayer rembourse 50-60% de la récolte.
Manoevres (est. 50-55%)	Principalement travail agricole, mais aussi des services (balayer, nettoyer,...) Gages journaliers ou contrat d'emploi d'un an.
Pêcheurs (5%) dont Pêcheurs marins Pêcheurs lacustres, fluviaux, etc.	Pêche marine : poissons seulement Pêche lacustre/fluviale : poissons, production agricole, travail salarié
Artisans (est. 1%) (potiers, tisserands, façonneurs de bambou, sculpteurs)	Vente de produits d'artisanat.

**Tableau 5 : Cadre d'évaluation de la sécurité alimentaire à Orissa**

Aspects de la sécurité alimentaire	Liste de contrôle/domaines clefs	Sources/méthodes
Disponibilité des produits alimentaires	Impact du cyclone sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>• agriculture (taux de destruction et de perte des récoltes)</li> <li>• marchés (changements de la disponibilité et du prix des produits alimentaires)</li> <li>• accès à l'aide gouvernementale (quantité, qualité, groupes et zones cibles)</li> </ul>	Sources secondaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• comité de secours gouvernemental</li> <li>• ODMM (consortium local d'ONG)</li> <li>• ONU : Bureau du Coordon-ateur des affaires humanitaires/FAO/PAM</li> <li>• autres ONGI</li> <li>• réunions de coordination</li> </ul> Sources primaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• visites de terrain pour observer la destruction des cultures et des villages de pêche</li> <li>• entretiens avec des informateurs clefs</li> <li>• visites aux marchés ; entretiens avec les commerçants</li> </ul>
Accès/droits	Pour les différents groupes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• métayers (disponibilité de travail, changements des engagements pris avec les propriétaires terriens, dettes)</li> <li>• manoeuvres (disponibilité de travail et de salaire)</li> <li>• pêcheurs (possibilité de pêcher, accès aux filets et aux bateaux, débouchés pour le poisson)</li> <li>• Artisans (demande de produits)</li> </ul> A l'intérieur des groupes, changements de l'accessibilité des vivres aux castes et tribus classées	Sources primaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• entretiens avec les informateurs clefs des différents groupes</li> <li>• visites à domicile/visites aux abris commu- aux</li> <li>• entassement proportionnel/hiérarchisation pour évaluer les changements des principales sources d'alimentation et de revenus</li> </ul>
Gravité de l'insécurité alimentaire	Stratégies d'adaptation adoptées par les différents groupes Accès aux sources alternatives d'alimen- tation	Sources primaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• entretiens avec les ménages et informateurs clefs</li> <li>• observation directe</li> </ul>

femmes, même lorsqu'elles ont un emploi à l'extérieur. Les hommes ont de plus en plus tendance à quitter les zones rurales, laissant aux femmes le soin de s'occuper de la maison et de la famille, dans une situation souvent très vulnérable.

### **Le programme d'Oxfam**

Oxfam intervient à Orissa depuis les années 1970. Au moment du cyclone, Oxfam GB soutenait environ 45 organisations communautaires («CBO») et ONG dans les domaines de la santé, du renforcement des capacités, de la défense des droits et de la politique agricole. Immédiatement après le cyclone, une grosse opération de secours a été lancée, qui a apporté une aide alimentaire par l'intermédiaire de 45 organisations locales et ciblé

50.000 ménages dans toutes les zones touchées. La distribution d'autres articles de secours d'urgence fournis par Oxfam - vivres, matériel de purification de l'eau, couvertures et feuilles de plastique - a été faite par les ONG et comités de secours locaux. L'évaluation d'urgence a fait suite à cette réponse initiale.

### **L'évaluation de la sécurité alimentaire**

Oxfam a évalué la sécurité alimentaire pendant l'intervention d'urgence initiale à Orissa dans le cadre d'une évaluation multisectorielle portant sur la nutrition, l'eau/l'assainissement et la santé publique. Le tableau 5 résume les éléments évalués par Oxfam afin d'analyser la situation de sécurité alimentaire des personnes touchées par le cyclone,

ainsi que les sources d'information utilisées. En plus des sources énumérées, des documents internes d'Oxfam et des documents externes du gouvernement, de l'ONU et d'autres organisations ont servi de sources secondaires.

Etant donné que le cyclone a frappé une vaste étendue du littoral orisséen, il a fallu sélectionner avec soin les sites à visiter. Les facteurs suivants ont été pris en compte :

- Type de dégâts. Certaines zones ont subi des dégâts causés par le vent, d'autres par les inondations seulement et d'autres encore ont subi les deux.
- La gravité des dégâts. L'équipe a visité les zones considérées comme les plus durement touchées par le cyclone.
- La représentation des minorités. L'équipe d'évaluation a également veillé à visiter des zones habitées par des membres des tribus classées, ainsi que des ménages de marins pêcheurs et d'artisans.
- La couverture assurée par d'autres intervenants. Oxfam a étudié des zones qui n'avaient pas bénéficié de beaucoup d'attention, que ce soit de la part des médias ou d'autres organisations, dont une zone frappée par un cyclone précédent, mais éclipsée par le deuxième.

Dans chaque zone, les entretiens semi-structurés avec des informateurs clés et l'observation directe ont fait partie des principales méthodes d'évaluation. Citons parmi les informateurs clés :

- les représentants d'instances locales, de cliniques et d'ONG et CBO locales ;
- les représentants villageois, aussi bien masculins que féminins, et les représentants de castes classées ;
- les commerçants, auxquels on a demandé le prix des produits de base.

L'équipe a pu observer de ses propres yeux les effets du cyclone, y compris la perte de bétail (carcasses éparpillées par terre), les dégâts causés aux cultures (notamment dans les rizières), aux bateaux et aux filets de pêche, les dégâts infrastructurels, les maisons et ateliers endommagés ou complètement détruits, la pénurie d'ustensiles de cuisine et de vivres.

## Le bilan de la sécurité alimentaire

### La disponibilité des produits alimentaires

Agriculture. Le riz, qui représente la principale culture (pluviale et irriguée) dans l'Etat d'Orissa, est cultivé sur pratiquement 90 pour cent des terres agricoles. Planté pendant la mousson en juin/juillet, il est récolté d'octobre à janvier. Dans les périmètres irrigués, on effectue un deuxième semis en février

pour récolter le riz au mois de mai. Les graines oléagineuses, le mil et les légumineuses sont autant d'autres cultures. Quelques légumes sont également cultivés pendant la mousson et dans les périmètres irrigués. Le cyclone s'est produit avant la récolte de la plupart des rizières ; pratiquement 60 pour cent de la récolte prévue dans les zones touchées a été perdue.

Marchés. Immédiatement après le cyclone, les aliments de base tels que le riz, les légumineuses et les légumes se faisaient rares sur les marchés locaux. Les quelques aliments disponibles – riz, riz soufflé, jagré, huile, légumes, fruits, légumineuses – devenaient de plus en plus chers, les augmentations de prix de 200, voire 300 pour cent dépassant les moyens des membres plus pauvres de la communauté. Les ménages dans des zones coupées par les inondations et autres dégâts n'avaient souvent pas accès aux marchés locaux.

Le secours. L'aide alimentaire arrivait de façon irrégulière, surtout dans les zones plus isolées. Du fait du manque de capacité et de préparation au niveau du gouvernement local et de l'inaccessibilité de certains villages, l'aide alimentaire n'a été acheminée que lentement – ou jamais – vers certaines communautés. Les gens de caste inférieure – les groupes les plus vulnérables et marginalisés – étaient souvent les derniers à recevoir une aide.

Compte tenu de l'imminence des élections étatiques, le parti pris politique a pu influencer le ciblage d'une partie de l'aide d'urgence. De plus, la coordination mal assurée entre les organisations onusiennes et ONG a abouti à la concentration des ressources dans les zones très médiatiques.

Le gouvernement a déclaré que l'aide alimentaire ne serait distribuée gratuitement que pendant les trois semaines suivant le cyclone, toute aide ultérieure (que ce soit de la part du gouvernement, de l'ONU ou des ONG) devant être fournie uniquement dans le cadre des projets de vivres contre travail. Ceci revenait à exclure les groupes les plus vulnérables, incapables de participer à de tels projets.

### Accès/droits

Les métayers. Les métayers s'arrangent avec des agriculteurs propriétaires de terres qui reçoivent une partie de la récolte des parcelles cultivées. En règle générale, les métayers demandent également des prêts en début de campagne, qu'ils remboursent après la récolte. La perte généralisée de cultures telles que le paddy et le bétel a privé les métayers sans terres d'une source vitale de revenu, certains se trouvant dans l'impossibilité de rembourser les prêts

aux propriétaires. Dans certains cas, on leur a fait grâce des dettes, mais celles-ci ont généralement été prolongées de deux ou trois ans, quoique sans intérêt.

Les manoeuvres. Les manoeuvres se sont retrouvés pratiquement sans revenu. Il n'y avait pas de travail immédiatement après le cyclone, ne serait-ce que parce que la catastrophe avait également frappé ceux qui avaient l'habitude d'embaucher. La vente de bois de chauffe (complément de revenu en temps normal) était impossible parce que, de nombreux arbres ayant été abattus par le cyclone, le bois était partout disponible. Les travailleurs migrants dans les villes d'Orissa se disputaient âprement le travail.

Les pêcheurs. Les bateaux et filets de pêche ayant été perdus ou abîmés, de nombreux ménages de marins pêcheurs ont été privés de tout moyen de subsistance. Même après la réparation des bateaux et des filets, il n'y a pas eu d'amélioration sensible de la situation parce que le marché du poisson avait été durement frappé. Les commerçants n'étaient pas en mesure d'acheter et, les routes ayant été abîmées ou emportées par les inondations, les véhicules de commerce ne pouvaient rejoindre les sites de débarquement. Compte tenu de ces facteurs, associés aux mises en garde gouvernementales contre la consommation de poisson à cause de la pollution des sources d'eau, les prix ont chuté de 70 pour cent environ. Les poissons pêchés ont été consommés par le pêcheur et son ménage ou séchés en vue d'une vente future.

Les artisans. La vente de produits et l'agriculture/travail agricole salarié assurent la subsistance des artisans. De nombreux artisans dans les zones touchées par le cyclone ont perdu leurs outils, ateliers et matières premières. Même quand ils étaient encore en mesure de travailler, leurs produits n'étaient pas demandés après le cyclone.

Les castes et tribus classées. Le cyclone a également eu un impact sur les moyens d'existence des castes et tribus classées. En temps normal, ces groupes tirent leurs principaux revenus du travail agricole salarié, la vente de noix de coco, de bois de chauffe et d'anacardes (cueillies dans les plantations gouvernementales), de la cueillette et de la vente de produits forestiers non ligneux (feuilles, fleurs, fruits). De vastes étendues de rizières prêtes à récolter, de plantations de cocotiers et d'anacardiens ont été détruites. Le cyclone a détruit ou abîmé de nombreuses forêts, tandis que la perte d'une grande partie du petit cheptel - volailles, chèvres, cochons - a fait disparaître une source importante d'alimentation et de revenu.



Scène villageoise, Orissa

### La gravité de l'insécurité alimentaire

Tous les groupes socio-professionnels ont perdu leurs principales sources d'alimentation et de revenus. La perte de biens et le prix élevé des vivres ont frappé tout le monde. Il y avait donc peu de possibilités alternatives de gagner de l'argent ou d'obtenir des vivres.

Les réserves alimentaires et les ustensiles de cuisine des ménages ont disparu pendant le cyclone, tandis que le combustible (bois,...) utilisé pour la cuisine a été perdu ou abîmé. Les liens de parenté, source importante de vivres et d'autres types de soutien pour les plus vulnérables, ont été mis à rude épreuve. Le cyclone a été tellement dévastateur que les mécanismes d'adaptation habituels ne suffisaient pas. Les gens n'avaient donc d'autre recours qu'un changement de régime d'alimentation, un déménagement à la recherche de travail, la mendicité ou la prostitution. De nombreux ménages prenaient moins de repas, ou moins de nourriture à chaque repas. Les aliments disponibles étaient de qualité largement inférieure et de variété plus limitée par rapport à la normale. On a vu partir les hommes de certains ménages à la recherche de travail, pour la plupart dans des villes telles que Bhubaneswar et Cuttack. La charge de travail des femmes a augmenté en conséquence et de plus en plus d'enfants n'avaient plus personne pour s'en occuper. Dans les zones les plus durement touchées, notamment sur le littoral, des familles et des villages entiers sont partis à la recherche d'un abri, de nourriture et d'eau. Ils étaient nombreux à s'installer dans des bâtiments publics (écoles, cliniques,...) et à compter sur l'aide d'urgence. Il y avait davantage de mendiants dans les rues et on a signalé des cas de filles villageoises se rendant dans les villes pour se prostituer afin de gagner des revenus pour leur famille.

Oxfam a pu constater que la plus grande partie de la population rurale avait connu une période

d'insécurité alimentaire aiguë, les tribus et castes classées étant les plus touchées. Les personnes socialement marginalisées étaient plus mal loties à cause de leur accès limité aux ressources en temps normal. Leur vulnérabilité politique réduisait l'accessibilité du secours et elles ont souvent été exclues. L'évaluation a signalé la nécessité d'une réponse immédiate pour empêcher la malnutrition aiguë et sauver des vies, associée à des actions de reconstitution des moyens d'existence.

### La réponse d'urgence après l'évaluation

L'évaluation avait signalé la nécessité de distribuer des vivres, créer des emplois et reconstituer les moyens d'existence. La réponse d'urgence eut pour objectifs principaux de couvrir les besoins alimentaires immédiats et à moyen terme, tout en cherchant à reconstituer ou à sécuriser les moyens d'existence des groupes vulnérables et marginalisés.

Un programme d'aide alimentaire/monétaire fut préconisé pour remplacer les emplois perdus, pour les manœuvres agricoles surtout. La décision du gouvernement d'interdire l'aide d'urgence gratuite au bout de trois semaines fut prise en compte lors de la conception du programme, mais en sachant que les systèmes types de vivres contre travail ne sont pas toujours accessibles pour les groupes les plus exposés à l'insécurité alimentaire, le programme cibra des ménages qui n'auraient pas eu la possibilité de participer à d'autres projets de vivres contre travail, dans des zones qui avaient reçu peu ou pas d'assistance.

Les participants aux projets communautaires reçurent des légumineuses et de l'huile, avec de l'argent, en contrepartie de leur travail, pour un total équivalant au salaire journalier minimum, versé pendant trois mois. Les projets - reconstruire ou renforcer des berges, nettoyer ou creuser des mares, réparer des routes et rebâtir/réparer des maisons - furent choisis par la communauté. Les personnes moins capables de travailler s'occupaient d'enfants ou d'animaux, préparaient des repas ou surveillaient le travail. Les ménages incapables de fournir de la main-d'œuvre (cinq pour cent environ du total) reçurent des vivres gratuites.

Oxfam apporta également une aide matérielle à ceux qui avaient perdu leurs moyens de production en conséquence du cyclone, à savoir :

- des semences de légumes de contre-saison distribuées à 15.000 ménages de métayers directement après l'aide d'urgence ;
- tours de potier et matériaux pour la reconstruction des fours pour 200 ménages de potiers ; poteaux de bambou pour 1.000 ménages de vanniers ;

- jeunes anacardiens et engrais pour 5.000 ménages tribaux ; jeunes cocotiers et engrais pour 4.000 ménages des castes classées ;
- filets de pêche pour 2.500 ménages de pêcheurs ;
- chèvres pour 500 ménages (une bête par ménage) ayant un chef féminin.

Par ailleurs, Oxfam cherchait à donner l'exemple, ne pouvant cibler qu'une faible proportion des personnes vulnérables touchées par le cyclone (30.000 ménages environ alors qu'on estimait à 10 millions le nombre des personnes touchées). Oxfam cibra surtout les groupes socialement vulnérables, en insistant auprès d'autres organisations pour qu'elles adoptent les mêmes critères de ciblage.

### Etude de cas no. 2 : Le suivi de la réponse face à la sécheresse à Wadjir, dans le nord-est du Kenya

Cette étude de cas concerne l'analyse faite par Oxfam de l'impact de la sécheresse sur la sécurité alimentaire et la subsistance à Wadjir, dans le nord-est du Kenya, et des interventions d'urgence d'Oxfam.

La dernière sécheresse en date démarra fin 1999 avec l'insuffisance/absence de précipitations pendant la petite saison des pluies dans de nombreuses régions du Kenya. L'insécurité alimentaire s'est

#### Encadré no. 6 : Wadjir : le contexte

Le district de Wadjir, limitrophe de la Somalie et de l'Éthiopie, se situe dans le nord-est du Kenya. Sa population de Somalis comporte les clans Adjuran (nord et ouest), Gare (nord), Degodia (ouest et est) et Ogaden (sud). Les sécheresses, fréquentes à Wadjir, ont été particulièrement graves en 1984, 1987 et 1991/93, tandis que celle de 1996/97 a été suivie d'inondations.

Wadjir fait partie des régions les moins développées du Kenya : les services de base tels que la santé et l'éducation sont mal assurés, il est d'accès difficile et l'économie pastorale est en grande partie isolée de l'économie plus large. Cette situation s'est améliorée grâce à l'accent mis sur le pastoralisme dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et à la création d'un groupe de travail parlementaire sur le pastoralisme. En revanche, du fait du banditisme qui persiste dans le district (voir encadré no. 7, page 21), on a tendance à y voir un problème de sécurité plutôt qu'une cible du développement. Pour les Somalis, compte tenu de leur identité distincte, le sud du Kenya est un pays à part.

aggravée suite à l'insuffisance/absence des pluies de la saison principale en avril/mai 2000. Avec des précipitations encore insuffisantes fin 2000, le district se retrouve face à une insécurité alimentaire grave et prolongée.

### La population touchée

En mai 2000, le gouvernement kenyan, le PAM et Oxfam avaient estimé à 256.800 le nombre des personnes à Wadjir – soit 80 pour cent environ de la population totale du district – touchées par la sécheresse. Comme toutefois la sécheresse continuait et l'insécurité alimentaire devenait plus grave, Oxfam a pu recenser 300.000 personnes ayant besoin de secours. En octobre 2000, le PAM prévoyait encore des rations pour 256.800 personnes.

En 1998, Oxfam et le PAM avaient divisé Wadjir en cinq zones selon les stratégies de subsistance. Ces mêmes zones ont été prises en compte, en 2000, lors de l'évaluation de l'impact de la sécheresse. La plus grande partie de la population à Wadjir dépend du pastoralisme, mais le type de cheptel est fonction de l'emplacement au sein du district. Les ménages qui ont perdu du bétail lors des précédentes sécheresses et qui n'arrivent plus à vivre exclusivement du pastoralisme se rapprochent de la ville afin d'exploiter les possibilités de petit commerce.

Les sources d'alimentation/revenus sont présentées par ordre d'importance. Ainsi, les populations comptent davantage sur les chameaux que sur les bovins dans le nord-est, tandis qu'elles sont plus dépendants des bovins dans l'ouest et le sud.

### La réponse d'urgence avant la visite de suivi

Oxfam intervient à Wadjir depuis le milieu des années 1980 et a souvent dû faire face aux sécheresses dans le district. Un programme de développement pastoral, démarré en 1994, poursuit des activités dans les domaines de l'approvisionnement en eau, la santé animale et humaine et le crédit.

En septembre 1999, Oxfam a lancé des projets hydrauliques en réponse à la sécheresse, ces initiatives ayant pour but d'assurer le fonctionnement de l'ensemble des forages pour satisfaire les besoins en eau du bétail et des populations. Oxfam a démarré, en juin 2000, un petit projet de déstockage par l'intermédiaire d'une ONG locale associée.

Partenaire chargé par le gouvernement kenyan et le PAM des distributions d'aide alimentaire d'urgence, Oxfam est également l'organisation chef de file pour la distribution de vivres à Wadjir. SC-UK, CICR/CRK et Vision Mondiale Internationale sont autant d'autres intervenants sur place.

Au niveau national, le gouvernement a fourni de 20 à 50 pour cent des céréales distribuées dans le cadre de l'opération de secours. Les vivres en provenance du gouvernement et du PAM passent par un seul système d'approvisionnement.

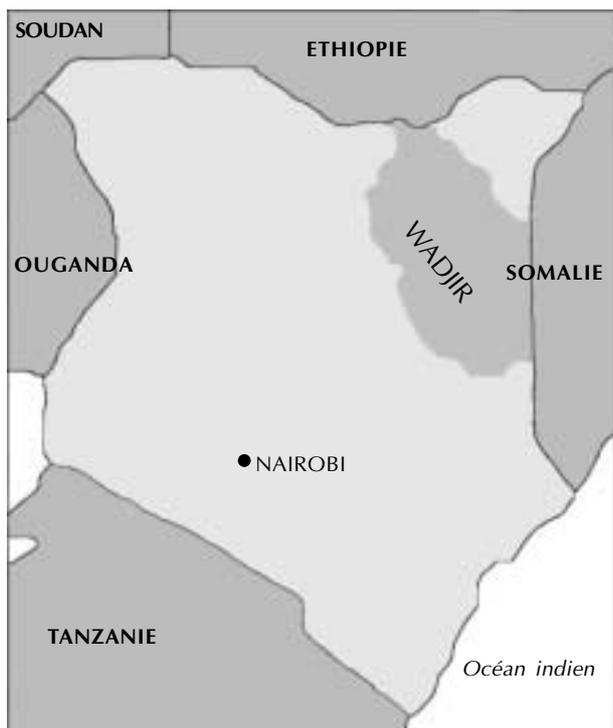
Le gouvernement, le PAM et les ONG s'étaient mis d'accord initialement sur des rations générales pour 250.000 personnes (80 pour cent de la population de Wadjir). De plus, Oxfam a assuré l'alimentation supplémentaire de 50.000 enfants de moins de cinq ans et d'autres groupes physiologiquement vulnérables. Ces distributions de vivres avaient pour but de couvrir les besoins alimentaires immédiats et de protéger les moyens d'existence. On a supposé que le ciblage de 80 pour cent de la population permettrait de toucher de nombreux ménages de pasteurs possédant quelques têtes de bétail et d'exclure uniquement les pasteurs possédant de grands troupeaux, les hommes d'affaires, les commerçants et les salariés. L'aide alimentaire est distribuée par des comités de secours localement élus, qui bénéficient du soutien d'un animateur Oxfam.

### L'évaluation de la sécurité alimentaire

L'analyse de la sécurité alimentaire décrite ici s'est servie, comme source d'informations secondaires, du système de surveillance de la sécheresse (DMP) du projet de gestion des ressources en zone aride (ALRMP) du gouvernement kenyan, en plus des enquêtes sur la nutrition réalisées par SC-UK. Le DMP est un système d'avertissement à quatre étapes : situation normale, d'alerte, d'alarme, d'urgence. En cas d'alarme ou d'urgence, une évaluation multi-organisations rapide peut être organisée, comme cela a été le cas en mai 2000. La conseillère Oxfam en alimentation et nutrition a passé cinq jours à Wadjir, en octobre 2000, et recueilli des informations primaires pendant des visites de terrain dans l'est et l'ouest du district.

Le système ALRMP de surveillance de la sécheresse collecte tous les mois des données sur :

- l'état de l'environnement : pluviométrie, état des pâturages et des sources d'eau, concentrations et migration du bétail ;
- les indicateurs économiques : naissances et décès, abattage et vente de bétail, prix des céréales, de la viande et du lait ;
- indicateurs de bien-être : pourcentage des ménages qui achètent des céréales, pourcentage qui consomment du lait, état nutritionnel ;
- la migration et les déplacements : informations qualitatives sur les mouvements de bétail et de populations.



Par ailleurs, l'équipe Oxfam à Wajir possède des connaissances approfondies de la situation des pasteurs dans le district. La quasi totalité des membres de l'équipe est originaire de Wajir et certains possèdent leur propre bétail. Dans de nombreux cas, ils travaillent pour le compte d'Oxfam à Wajir depuis plusieurs années.

Les enquêtes de SC-UK sur la nutrition ont été menées dans le centre et l'est de Wajir. Lors de la visite de la conseillère en octobre, elle s'est entretenue avec les propriétaires de chameaux dans l'est de Wajir et les propriétaires de bovins dans l'ouest du district. Le choix des sites a tenu compte de la situation géographique, du degré de

représentativité de la zone et de la situation de sécurité. Des propriétaires de grands troupeaux ont été interrogés, autour des forages, sur l'état du cheptel. On a compté parmi les informateurs, sélectionnés par l'équipe Oxfam à Wajir, de nombreux animateurs nomades formés dans le cadre du programme de développement d'Oxfam. Les comités de secours ont été interrogés au sujet de l'impact de la sécheresse sur la communauté dans son ensemble.

### Le bilan de la sécurité alimentaire

#### La disponibilité des produits alimentaires

*Les pâturages.* La pluviométrie a été très faible dans l'ouest et le nord de Wajir après les inondations de 1998. Pendant pratiquement toute l'année 1999, le district était en situation d'alerte selon le DMP. En 2000, les pluies attendues en avril/mai (saison principale) et en octobre (saison secondaire) ont fait défaut. La situation dans le district avait atteint le stade «d'urgence» en avril 2000 et, dès la fin de l'année, les pâturages dans l'ouest de Wajir étaient pratiquement ou totalement inexistantes. Les femmes et les enfants des éleveurs campaient à proximité des forages avec leur bétail affaibli. Compte tenu de l'absence de pâture, il a fallu déplacer les troupeaux vers l'Éthiopie et la Somalie, où la pluviométrie a été meilleure.

*Le bétail et le lait.* Dès le mois d'octobre 2000, l'état du bétail à Wajir était partout mauvais. Les prix ont chuté ; d'après ALRMP, le prix moyen des bovins est passé de 5.222 shillings kenyans (KSh) en mai à 4.112 en août 2000. De nombreuses bêtes étaient invendables du fait de leur mauvais état. Des taux élevés de mortalité bovine et ovine ont été signalés dans l'ouest de Wajir, ainsi qu'une baisse spectaculaire de la production du lait dans l'ensemble du district. Le pourcentage des ménages consom-

**Tableau 6 : Zones d'activité à Wajir**

Zone	Région	Activités/moyens d'existence
A	Nord (sous-division de Bute, frontière éthiopienne)	Elevage de bovins et de chameaux, agriculture, commerce frontalier avec l'Éthiopie
B	Nord-est (limitrophe du district de Mandera au Kenya et de la Somalie)	Elevage de chameaux et de bovins, gomme arabique, commerce frontalier avec la Somalie
C	Ouest et sud (limitrophe d'Isiolo et Garissa au Kenya et de la Somalie)	Elevage de bovins, chèvres et chameaux, agriculture, commerce frontalier avec Garissa
D	Autour des villes	Elevage de moutons et de chèvres, petit commerce (lait et bois de chauffe)
E	Ville et bullas (villages périphériques) de Wajir	Petit commerce, travail temporaire, dépendance vis-à-vis des parents

mateurs de lait a connu une réduction considérable à partir du mois de février, pour atteindre 1,6 pour cent en août et, depuis lors, la consommation n'a pas dépassé ce bas niveau. Les prix du lait augmentent depuis mai 2000.

*Les cultures.* Du fait de l'insécurité dans le nord de Wadjir, l'évaluation de la production agricole dans cette zone s'avère impossible. La pluviométrie y a été meilleure que dans le reste de Wadjir, mais d'après des témoignages anecdotiques, les agriculteurs n'ont pu semer à cause de l'insécurité. Pour la même raison, les déplacements vers les zones de pâturage sont limités.

*Les marchés.* Les principaux marchés de bétail se trouvent dans les villes de Wadjir et Garissa, la plupart des centres de population ayant des marchés plus petits. Le prix du maïs est resté assez stable - 30KSh/kilo - de fin 1999 jusqu'au milieu de l'an 2000, avant d'amorcer une baisse à compter des premières distributions de vivres en juin. Le marché principal de Bute se tient généralement à Moyale (dans le district voisin), actuellement inaccessible pour cause de conflit.

*L'aide alimentaire.* Les interventions d'urgence ont commencé suite à la déclaration de l'état d'urgence par le gouvernement en mai 2000. Le gouvernement et le PAM sont les principaux fournisseurs d'aide alimentaire. La ration prévue comporte du maïs (13,8kg/personne/mois), des légumineuses (2,4kg/personne/mois) et de l'huile (0,75kg). UNICEF et Oxfam ont également acheté des aliments mélangés pour tous les enfants de moins de cinq ans (9kg/enfant/mois).

Les quantités d'aide alimentaire requises pour fournir ces rations n'ont pas toujours été disponibles. De juin à septembre, la ration recommandée d'huile n'a pas été distribuée, tandis que la ration conseillée de céréales et de légumineuses a été disponible une seule fois. Par ailleurs, le calcul du volume global d'aide alimentaire tient compte de 256.800 personnes, mais Oxfam distribue ces vivres à 298.627 bénéficiaires enregistrés, réduisant ainsi les rations individuelles. A leur tour, les bénéficiaires font le partage avec ceux qui ne se sont pas inscrits, d'où une réduction ultérieure de leurs rations.

### Accès/droits

*Zone A : Agro-pasteurs à Bute.* Les conflits entre les clans ont un impact beaucoup plus important que la sécheresse sur l'accessibilité des vivres. Les principales sources d'alimentation et de revenu pour ce groupe sont normalement le lait, la viande, la vente de bétail, l'agriculture et le commerce avec l'Éthiopie. L'accès limité aux pâturages à cause de

### Encadré no. 7 : La sécurité à Wadjir

La fragilité de la situation de sécurité dans certaines parties du district de Wadjir s'explique par les vols et le banditisme - aggravés par l'insécurité alimentaire - associés aux conflits entre les clans dans la zone de Bute au nord, limitrophe de l'Éthiopie. La police et la justice étant faibles, les crimes restent souvent impunis.

Le gouvernement multiplie les sous-divisions administratives, créant de plus en plus de chefs et de sous-chefs, autour duquel se construisent des alliances claniques. Parallèlement, ces divisions intensifient la pression sur les sources d'eau et les pâturages. Les conflits entre les clans concernant les droits de pâturage figurent parmi les principales causes d'insécurité alimentaire parce qu'ils limitent les déplacements, aggravant ainsi l'impact de la sécheresse. La guerre civile en Somalie voisine a intensifié l'insécurité dans le district, notamment à cause de la disponibilité accrue d'armes. L'insécurité et les déplacements provoqués par les conflits ont largement contribué à l'insécurité alimentaire en 1991/93.

l'insécurité touche la production à la fois du lait et de la viande ; les ventes sont difficiles du fait de l'inaccessibilité du principal marché. Les cultures n'ont pas été plantées.

*Zone B : (Principalement) éleveurs de chameaux dans le nord-est de Wadjir.* Ces pasteurs comptent essentiellement sur le lait, la viande et les ventes de bétail pour acheter des céréales en saison sèche. Pour certaines communautés, la récolte de gomme arabique représente également une source de revenu. Normalement, le lait couvre une proportion plus importante des besoins alimentaires des éleveurs de chameaux que des éleveurs de bovins. Les personnes interrogées ont signalé que les chameaux, s'ils ne mouraient pas, ne produisaient pas de lait. Les animaux étaient invendables du fait de leur mauvais état et n'ont pas été abattus après le démarrage de l'opération de secours.

*Zone C : (Principalement) éleveurs de bovins dans l'ouest et le sud de Wadjir.* A quelques exceptions près, les principales sources d'alimentation et de revenu sont généralement les mêmes que dans le nord-est. Néanmoins, les bovins et ovins souffrent davantage de la sécheresse et, dès le mois de septembre 2000, le taux de mortalité augmentait et les bêtes étaient trop faibles pour être vendues. Les gens essayaient de sauver la vie des bovins en restant plus près des forages, mais cela supposait manquer de pâturages. Les bêtes de somme devenaient trop faibles pour

transporter l'eau aux campements, réduisant ainsi la consommation alimentaire car il n'y avait pas assez d'eau pour préparer deux ou trois repas par jour.

*Zone D : Commerçants et propriétaires de caprins autour des villes.* Normalement, les principales sources d'alimentation et de revenu comprennent le petit commerce, le lait et les dons de parents plus aisés. La demande de marchandises, ainsi que la production de lait, a baissé. Les parents plus riches, touchés eux aussi par la sécheresse, n'ont plus grand-chose à donner.

*Zone E : Manœuvres et petits commerçants dans les villes.* En plus des revenus tirés du travail et du commerce, ces personnes comptent également sur les dons de leurs parents. Toutes ces sources ont commencé à se tarir.

### La gravité de l'insécurité alimentaire

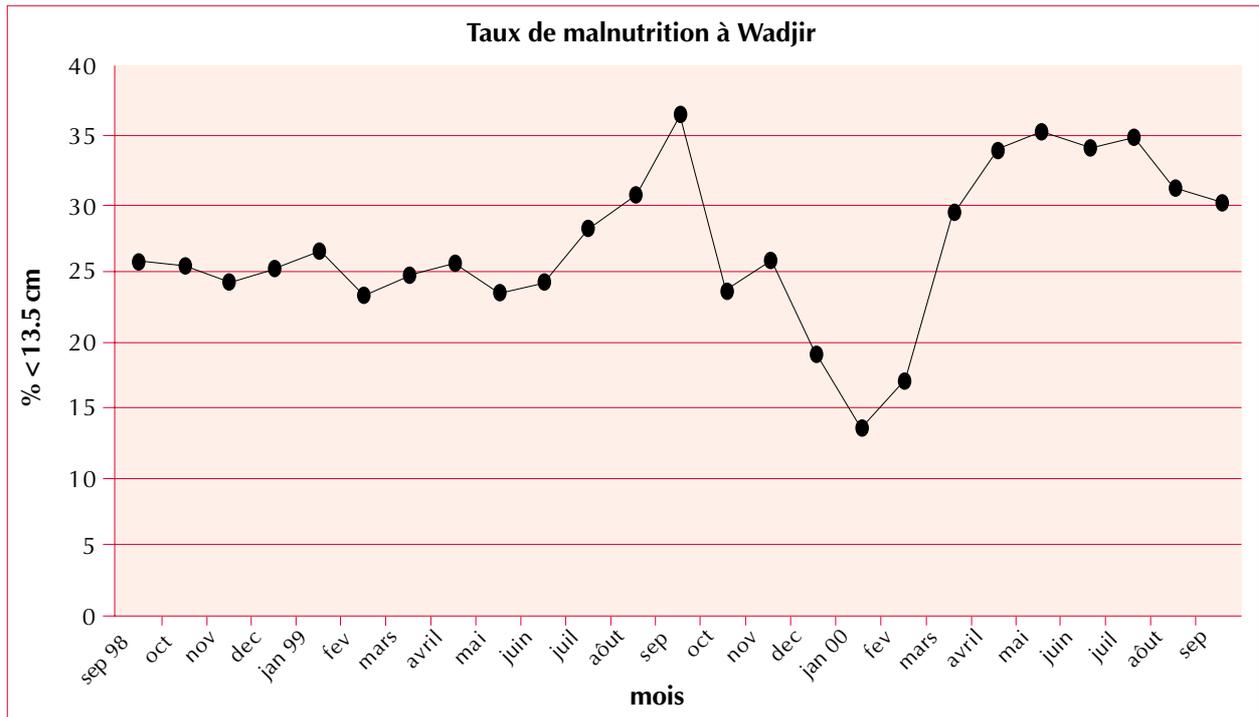
Tous les groupes ont vu leurs principales sources d'alimentation considérablement réduites par la sécheresse, les gens de l'ouest, où les bovins commençaient à mourir, étant les plus durement touchés.

Il y a peu de sources alternatives d'alimentation ou de revenus, exception faite de l'aide alimentaire et de l'abattage de bétail. Les personnes interrogées ont déclaré que l'aide alimentaire leur avait permis de réduire le nombre de bêtes abattues, protégeant ainsi leurs moyens d'existence. Néanmoins, dès les derniers mois de 2000, le bétail commençait à mourir d'inanition faute de pâturages, notamment dans l'ouest de Wadjir.

Les données collectées sur la nutrition par le DMP confirment que la situation s'est aggravée. Les taux de malnutrition ont augmenté sensiblement de mars à juillet, avant de retomber. Les enquêtes de SC-UK sur la nutrition ont permis de constater que le centre et le ouest de Wadjir sont parmi les zones les plus durement frappées. En août 2000, le taux de malnutrition aiguë dans le centre de Wadjir était de 22,5 pour cent (<2 points Z), dont cinq pour cent de cas de malnutrition grave (<3 points Z ou oedème). La mortalité chez les enfants de moins de cinq ans était de 5,43/10.000/jour en juillet 2000. Par rapport à une enquête précédente menée en décembre 1999, ceci représente une augmentation

**Tableau 7 : Cadre d'évaluation de la sécurité alimentaire à Wadjir**

Aspects de la sécurité alimentaire	Liste de contrôle/domaines clefs	Sources/méthodes
Disponibilité des produits alimentaires	Impact de la sécheresse sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pâturages (récolte)</li> <li>• état du bétail</li> <li>• niveaux de production laitière</li> <li>• marchés (changements de la disponibilité et des prix des produits alimentaires)</li> <li>• aide alimentaire</li> </ul>	Sources secondaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports DMP sur la pluviométrie et les pâturages, indice de croissance des troupeaux, prix de marché, pourcentage de ménages consommateurs de lait</li> <li>• Rapports de distribution Oxfam</li> </ul>
Accès/droits	Pour les différents groupes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• agro-pasteurs dans le nord de Wadjir</li> <li>• (principalement) éleveurs de chameaux dans l'est de Wadjir</li> <li>• (principalement) éleveurs de bovins dans l'ouest de Wadjir (pour l'ensemble des groupes, le principal facteur de sécurité alimentaire est la capacité de vendre du bétail et le prix de vente)</li> <li>• petits commerçants et propriétaires de chèvres dans un rayon de 7km autour des villes</li> <li>• petits commerçants et manœuvres dans les villes (changement des possibilités de gagner des revenus)</li> </ul>	Sources secondaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Données DMP sur les ventes de bétail et le prix moyen de la viande</li> <li>• Termes de l'échange entre les céréales et la viande</li> </ul> Sources primaires <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretiens avec des pasteurs dans les villages (ouest et est de Wadjir)</li> <li>• Entretiens avec l'équipe Oxfam</li> </ul>
Gravité de l'insécurité alimentaire	Modifications des droits de l'ensemble des groupes Etat nutritionnel Mortalité et ventes de bétail (perte de biens) Stratégies d'adaptation	Surveillance nutritionnelle DMP Enquêtes SC-UK sur la nutrition dans le centre et l'ouest de Wadjir Données DMP sur la mortalité du bétail Entretiens sur le terrain



sensible des cas de malnutrition extrême et du taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans, augmentation attribuée aussi bien aux maladies et à l'accès insuffisant aux soins de santé qu'à l'insécurité alimentaire. En septembre, une enquête menée dans l'ouest de Wadjir a révélé un taux de malnutrition aiguë de 21,6 pour cent, dont 5,8 pour cent de cas graves. La mortalité chez les enfants de moins de cinq ans était de 7,1/10.000/jour. Il s'agit, dans environ 70 pour cent des cas de malnutrition extrême, du kwashiorkor (malnutrition oedéma-teuse), forme jusque-là inconnue dans le nord-est du Kenya.

### Les recommandations de la visite de suivi

La visite de suivi a pu constater que, du fait de la sécheresse prolongée, même les propriétaires de grands troupeaux souffraient d'insécurité alimentaire, car ils n'arrivaient pas à vendre leur bétail et n'avaient d'autre solution que d'abattre des bêtes pour se nourrir. Après la visite, il a été conseillé d'augmenter de 80 à 95 pour cent la proportion de la population cible de l'aide alimentaire, en admettant pourtant la possibilité de continuer à cibler 80 pour cent seulement de la population dans l'est de Wadjir si les pluies attendues en octobre/novembre (saison secondaire) étaient relativement bonnes. Le manque de lait pour tous les groupes servait à justifier la poursuite des distributions d'aliments mélangés pour tous les enfants de moins de cinq ans et d'autres groupes physiologiquement vulnérables.

Dès le mois de septembre, les distributions alimentaires et les programmes hydrauliques ne suffisaient plus à protéger les moyens d'existence

des pasteurs dans l'ouest de Wadjir. Oxfam Kenya a proposé une intervention supplémentaire consistant à distribuer du fourrage pour 7.000 bêtes pendant deux mois, ce qui permettrait à 3.500 familles environ d'éviter d'abattre certains animaux – reproducteurs, bêtes de somme, etc. Le fourrage serait distribué aux bénéficiaires inscrits aux points d'eau et *bullas* (villages périphériques).

L'élargissement du projet de déstockage a également été recommandé. Oxfam a accepté de financer une ONG locale pour qu'elle achète et abatte environ 5.000 bêtes afin de distribuer la viande aux communautés démunies et aux institutions oeuvrant en faveur des pauvres. Chaque famille de pasteurs aurait le droit de vendre deux têtes de gros bétail ou dix ovins/caprins.

### Etude de cas no. 3 : L'examen des programmes alimentaires pour les personnes déplacées par le conflit à Uraba, Colombie

Cette étude de cas porte sur une évaluation, menée en novembre 1999, de la sécurité alimentaire des personnes déplacées à Uraba dans le nord de la Colombie. A la différence des deux études précédentes, la population touchée n'a pas été divisée en groupes socio-professionnels. En effet, déplacés depuis longtemps, les gens avaient perdu leurs anciens moyens d'existence. On a donc divisé les personnes déplacées en groupes selon l'emplacement géographique et le type de site d'installation (voir tableau 8), facteurs jugés décisifs en matière de sécurité alimentaire.

## La population touchée

Avant 1997, les déplacements à Uraba n'étaient pas de grande envergure, quelques familles quittant les zones rurales pour les centres urbains. En 1997, cependant, les gros bombardements et les combats acharnés entre les guérilleros de gauche, les troupes gouvernementales et les milices à Uraba ont provoqué le déplacement en masse de plus de 10.000 civils. Ces personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) provenaient de trois communautés : du bassin de Cacarica (3.240 personnes), San Jose de Apartado (1.300) et San Francisco de Asis (3.500). Au début, elles se sont concentrées essentiellement dans trois camps. Un an plus tard, les PDI étaient logées dans 16 camps provisoires que les évaluateurs ont divisé en cinq groupes différents selon l'emplacement et le type de site d'installation (tableau 8).

Au moment de l'évaluation, en novembre 1999, la plupart des déplacés avaient déjà passé presque deux ans dans les camps, en attendant de regagner leur zone d'origine une fois que le gouvernement aurait déclaré que le retour ne présentait plus aucun risque. Il s'agissait, dans plus de 80 pour cent des cas, d'anciens agriculteurs de subsistance cultivant de deux à dix hectares. Les autres étaient essentiellement des commerçants et des bûcherons qui, avant leur déplacement, habitaient le long des rivières de la région. De fortes pluies immédiatement avant

### Encadré no. 8 : Uraba : le contexte

La région d'Uraba comporte trois départements (Antioquia, Choco et Cordoba), divisés en communes, sur un territoire de 1,23 millions d'ha. Dotée de 300km de littoral pacifique et d'un vaste réseau hydrographique, elle est limitrophe du Panama au nord. L'élevage bovin en ranchs représente la principale activité économique dans le nord de la région, le centre produit des bananes et du riz destinés à l'exportation, tandis que le sud compte essentiellement sur l'agriculture de subsistance.

Aucun pays au monde, exception faite de l'Angola et du Soudan, n'a davantage de PDI - 1,8 millions - que la Colombie. Les déplacements internes à Uraba sont essentiellement le résultat du conflit entre les guérilleros de gauche d'un côté et, de l'autre, les forces gouvernementales et paramilitaires, financées par les riches propriétaires terriens.<sup>2</sup> Ses ressources forestières et sa proximité au canal de Panama font d'Uraba une zone d'importance stratégique et de transit pour les contrebandiers. Fuyant la violence, les populations rurales affluent vers les zones urbaines.

l'évaluation ont provoqué des inondations importantes le long de la rivière Atrato, qui ont frappé environ la moitié des camps provisoires. En conséquence, certains déplacés se sont rendus dans la ville de Turbo, tandis que d'autres sont rentrés chez eux avant la date officielle de retour.

## Le programme d'Oxfam

Oxfam, qui intervient en Colombie depuis plus de 25 ans, met en oeuvre des programmes de développement avec ses homologues nationaux. En réponse aux déplacements de masse à Uraba, en mai 1997, l'organisation a démarré un programme humanitaire pour les PDI et installé un bureau à Turbo. La première intervention d'Oxfam a comporté la distribution d'aide alimentaire, de matériel d'hygiène et d'ustensiles de ménage à plus de 8.000 PDI dans les 16 camps. Le programme a également assuré une formation de base en matière de droits de l'homme, de gestion communautaire et d'agriculture et a abordé des thèmes liés aux relations entre les sexes, dont la violence domestique.

## L'évaluation de la sécurité alimentaire

L'évaluation Oxfam a comporté deux semaines de travail sur le terrain à Uraba, où des méthodes accélérées de recherche rurale ont permis d'analyser la situation comparative des cinq groupes de déplacés.

Dans le cadre de l'évaluation, des discussions ont eu lieu avec des représentants d'organisations et d'organismes gouvernementaux intervenant à Uraba. Des membres de l'équipe Oxfam ont été interrogés de façon informelle, tandis qu'on a demandé aux agents du projet (agronomes, spécialistes de la problématique hommes/femmes, surveillants des distributions,...) - et aux coordinateur et administrateur du programme - des informations techniques et des commentaires sur les changements qu'ils ont pu voir de leurs propres yeux pendant le cycle de programmation. Des estimations détaillées l'état des cultures ont été fournies par des membres de l'équipe s'occupant du volet agricole du programme d'Oxfam.

Les données recueillies lors des visites aux camps ont permis de compléter ces informations. Douze camps ont été visités pendant l'évaluation, des informations étant recueillies dans cinq camps, représentatifs des cinq types de site d'installation décrits au tableau 9. Les informations ont été recueillies grâce aux entretiens avec des informateurs clés, l'observation directe et les outils MARP, dont l'examen de l'historique des communautés pour identifier les événements importants ; «transect walks» (tournées à pied) dans les camps ; les visites à domicile pour interroger les femmes chefs de famille ; les entretiens avec des hommes chefs de

**Tableau 8 : Sites d'installation de personnes déplacées à Uraba**

Site d'installation	Description
«Zone d'origine riveraine»	Campements de PDI le long de la rivière Atrato, à plusieurs heures de marche des maisons et des exploitations agricoles des PDI. Celles-ci sont autorisées, par le propriétaire absentéiste, à s'installer temporairement dans ces sites. Elles habitent là plutôt que chez eux, pour des raisons de sécurité, mais sont en mesure de cultiver leurs propres terres. Les PDI dans ces sites ont créé une communauté de paix (voir encadré no. 9, page 26). La rivière donne des possibilités d'évasion et permet à Oxfam de livrer des vivres. La zone est tout en amont et isolée des villes où se tiennent les marchés.
«Camp riverain»	Il s'agit de camps intermédiaires de PDI le long de la rivière Atrato, mais à environ deux jours de marche des exploitations d'origine des PDI. Des sites riverains ont été choisis pour permettre aux PDI de pêcher. Il ne s'agit pas de communautés de paix. Certaines PDI partent cultiver leurs propres terres, d'autres s'adonnent à la pêche et d'autres encore au commerce fluvial.
«Zone d'origine rurale »	Ce terme s'applique aux PDI restées dans leurs villages d'origine, mais pas forcément dans leurs propres maisons. Elles se sont rassemblées pour des raisons de sécurité, occupant des maisons dans le centre des villages. Ces PDI se sont organisées en communautés de paix.
«Camp rural»	Il s'agit de camps de PDI à 300km des exploitations d'origine. Ces PDI ont d'abord traversé la frontière panaméenne, avant de regagner la Colombie suite aux promesses (non tenues) du gouvernement colombien selon lesquelles elles pourraient regagner leurs terres. Elles sont installées dans une zone traditionnelle d'exploitation forestière et de pêche et n'ont pas d'accès aux terres agricoles. S'il n'y a pratiquement pas d'insécurité, les PDI sont cantonnées, du fait de l'hostilité de la population résidente, dans les zones qui leur ont été affectées. On accède à la ville la plus proche en bateau seulement (deux heures de voyage).
«Camp urbain»	Ces camps dans la ville de Turbo accueillent des PDI, installées dans le stade de football ou dans les bidonvilles périphériques. L'accès à la terre est inexistant ; les PDI dépendent du travail journalier et de l'aumône.

ménage sur les activités économiques (agriculture, pêche, chasse, commerce) ; et les entretiens avec des groupes d'informateurs clefs. L'état nutritionnel des enfants a été évalué en mesurant la circonférence du bras dans la partie supérieure (MUAC) de tous les enfants âgés de 12 à 59 mois présents le jour de la visite.<sup>3</sup>

Le tableau 10 résume les thèmes étudiés lors de l'évaluation pour chaque groupe.

### Le bilan de la sécurité alimentaire

Coupées de leurs sources normales d'alimentation, toutes les PDI étaient menacées d'insécurité alimentaire. Avant leur déplacement, elles avaient été habituées à un régime d'alimentation varié : riz, bananes plantains, haricots, poisson, viande, produits laitiers. Elles avaient compté, pour acheter des articles non alimentaires, sur des cultures de rente (maïs, riz,...) et sur les marchés locaux. Par contre, pendant les 30 mois suivant leur déplacement, les PDI avaient dû adopter de nouveaux styles de vie, dont la nature était fonction du site d'installation.

### La disponibilité des produits alimentaires

Le seul facteur d'importance ayant un effet sur la production agricole dans la région a été le débordement du fleuve Atrato fin 1999. Les inondations ont causé des pertes de récoltes, allant de 10 à 80 pour cent, dans les camps le long du fleuve. Le maraîchage a également été touché, de 50 à 100 pour cent des jardins étant détruits selon les zones.

Les déplacés dans les camps urbains étaient seuls à avoir accès à un marché, à Turbo, les autres devant compter essentiellement sur le commerce fluvial. Les prix n'étaient pas exceptionnellement élevés et Oxfam a pu acheter l'aide alimentaire sur le marché local.

### Accès/droits

Le tableau 11 résume le niveau de sécurité alimentaire des différents groupes de personnes déplacées. (Hormis la terre, les ressources alimentaires accessibles aux PDI se ressemblent. Les chapitres suivants sont donc organisés par source d'alimentation plutôt que par site d'installation.)

**Tableau 9 : Sites d'installation choisis : emplacement et population**

Type	Site visité	Population	Origine
«Zone d'origine riveraine»	Buonavista	407	San Francisco de Asis
«Camp riverain»	Montano	450	San Francisco de Asis
«Zone d'origine rurale»	La Union (San Jose de Apartado)	1.262	San Jose de Apartado
«Camp rural»	Cupica	211	Cacarica
«Camp urbain»	Turbo – Albergues	700	Cacarica

*L'agriculture et le maraîchage.* Le camp riverain étant le plus gravement touché par l'inondation, la production agricole et maraîchère y a été limitée. Les personnes bénéficiant d'un meilleur accès à la terre ont pu obtenir de bonnes récoltes, tandis que les campements dans les zones riveraines d'origine ont produit une récolte excédentaire de riz. Oxfam a apporté une aide aux jardins potagers, installés sur des planches élevées, dans tous les camps riverains et urbains où l'accessibilité de la terre était limitée. Oxfam a également fourni des semences, ainsi qu'une formation à la sélection des semences et aux méthodes améliorées de production des cultures de base (riz, bananes plantains et maïs).

*La pêche et la chasse.* Tous les camps riverains ont pu s'approvisionner régulièrement en poisson pour la consommation directe et l'échange. Le programme d'Oxfam a comporté la distribution de matériel de pêche et une formation pour les PDI qui n'avaient jamais pêché auparavant. Un programme de pisciculture a été mis en oeuvre pour les camps situés assez loin de la rivière dans les zones rurales d'origine. La chasse représentait une source importante de viande pour les camps ruraux.

*Le petit cheptel.* La plupart des camps en dehors des zones urbaines élèvent des poulets, des canards et des chèvres, qui servent essentiellement de capital. Les camps touchés par les inondations ont perdu leur bétail. Aucune PDI n'a pu récupérer ses bovins.

*L'aide alimentaire.* Les déplacés étaient entièrement dépendants de l'aide alimentaire pendant la première phase de déplacement (mai 1997-98). Après cela, la ration a été progressivement réduite à mesure que les PDI trouvaient d'autres sources d'alimentation. Au moment de l'examen, tous les camps recevaient encore la ration alimentaire Oxfam. Pour une famille de cinq personnes (famille moyenne), la ration mensuelle était de :

Riz :	6kg
Haricots :	2kg
Pâtes alimentaires :	1kg
Thon :	6 boîtes
Huile :	1 litre
Sucre :	2kg

La teneur énergétique de cette ration revient à 340 calories/personne/jour contre un chiffre minimum indicatif de 2.100 calories/personne/jour. La ration couvre donc 16 pour cent environ des besoins quotidiens minimums. Des entretiens menés à 24 heures d'intervalle ont permis d'estimer le pourcentage réel de la consommation calorique représenté par la ration. Dans tous les cas, sauf le camp riverain et celui des déplacés en zone urbaine,

#### **Encadré no. 9 : Les communautés de paix à Uraba**

Compte tenu de l'insécurité à Uraba, certains groupes de PDI se sont organisés en communautés de paix - proclamant leur neutralité active pour essayer d'éviter le harcèlement des différentes parties en guerre. En 1997, Oxfam a commencé à faire campagne en faveur des déplacés, à faciliter les communications au sein des communautés sur la signification de la neutralité et à mettre au point des mécanismes permettant de surveiller et de garantir cette neutralité. Par ailleurs, Oxfam a également fait connaître, à l'intérieur de la zone de conflit, le point de vue des communautés. Cependant, dès le milieu de 1999, la neutralité des communautés a été menacée, les guérilleros et les milices cherchant de plus en plus activement à exercer un contrôle territorial sur Uraba. A l'infiltration des guérilleros dans les communautés de paix et à leurs promesses de «protection», les milices ont répondu par des massacres, des menaces et des assassinats. N'étant plus en mesure de répondre de leur neutralité, Oxfam a arrêté, en 2000, de plaider la cause des communautés de paix, mais continue d'apporter une aide humanitaire.

le pourcentage était de moins de 16. On considère qu'une faible proportion d'aide alimentaire dans la consommation globale témoigne d'une meilleure sécurité alimentaire.

*Les revenus.* Les sources de revenus varient sensiblement d'un camp à l'autre. Les habitants des camps urbains travaillent comme manoeuvres dans les bananeraies afin de pouvoir acheter des vivres, tandis que celles dans les camps le long du fleuve comptent sur l'échange et la vente. Les camps ruraux ont pu se constituer des sources de revenus réguliers grâce aux cultures de rente (bananes, maïs). Cependant, la production vivrière est excédentaire dans les camps dans les zones riveraines d'origine, qui manquent pourtant de possibilités de vente ou d'échange à cause de leur isolement.

*L'organisation sociale.* L'évaluation a pu constater que l'organisation communautaire représente un élément particulièrement important conditionnant l'accessibilité des ressources alimentaires. Sur leurs propres terres, les gens avaient l'habitude d'un habitat dispersé et d'exploitations individuelles. Dans les communautés de paix (voir encadré n° 9), les PDI se sont organisées en collectifs pour pouvoir accéder aux terres dans les zones d'insécurité. La

terre, les outils, les semences et la main-d'oeuvre ont été mis en commun. Dans l'un des camps, les bénéficiaires de la première récolte ont été partagés et la communauté a décidé de l'utilisation de l'argent. Grâce à une amélioration des possibilités d'accès aux zones d'origine, les gens ont pu recommencer à travailler individuellement, mais certaines cultures et banques semencières collectives ont été préservées dans l'ensemble des camps. L'organisation et la structure des communautés de paix sont plus formelles par rapport aux camps riverains.

**La gravité de l'insécurité alimentaire**

L'évaluation a pu constater que tous les groupes sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires immédiats et n'a détecté que très peu de cas de malnutrition aiguë (les carences en micronutriments n'ont pas été évaluées).

On a mesuré la circonférence du haut du bras (MUAC) de tous les enfants âgés de 12 à 59 mois : il n'y avait aucun cas de malnutrition aiguë (soit une circonférence inférieure à 110mm) et seulement sept pour cent de circonférences inférieures à 130mm. Seul le camp riverain avait un taux sensiblement plus élevé de malnutrition, à savoir 13 pour cent de circonférences inférieures à 130mm.<sup>4</sup>

**Tableau 10 : Cadre d'évaluation de la sécurité alimentaire à Uruba**

Aspects de la sécurité alimentaire	Liste de contrôle/domaines clefs	Sources/méthodes
Disponibilité des produits alimentaires	Impact des inondations de 1999 sur la production agricole Accès aux marchés Prix du marché	Discussions avec l'équipe Oxfam Activités de suivi d'Oxfam Visites aux terres cultivées Etude des prix dans les marchés Visites à domicile Discussions avec des informateurs clefs
Accès/Droits	Les mêmes sources d'alimentation ont été étudiées pour les différents groupes (urbain, rural, riverain, zone d'origine rurale, zone d'origine riveraine) : <ul style="list-style-type: none"> <li>accès à la terre et production agricole</li> <li>jardin potager</li> <li>pêche/chasse</li> <li>petit cheptel</li> <li>aide alimentaire</li> <li>commerce et travail salarié</li> </ul>	Tournées à pied - «transect walks» Visites à domicile Discussions avec les informateurs clefs
Gravité de l'insécurité alimentaire	Capacité de subvenir aux besoins alimentaires <ul style="list-style-type: none"> <li>stratégies utilisées pour obtenir des vivres</li> <li>impact sur la nutrition</li> <li>impact social/psychologique du déplacement et des stratégies de survie</li> </ul>	Données de suivi Oxfam Entretiens avec des informateurs clefs Observation directe Visites à domicile Etat nutritionnel des enfants âgés de 1-5 ans

La sécurité alimentaire de certaines communautés a pourtant été jugée plus grande, essentiellement à cause de l'accessibilité des terres fertiles. Les zones rurales et riveraines d'origine sont les mieux loties, les communautés urbaines les plus mal loties. Tandis que les camps dans les zones rurales et riveraines d'origine bénéficient d'une variété de sources d'alimentation, les revenus du travail représentent la source principale pour la communauté urbaine. La sécurité alimentaire des communautés de paix est la plus grande, car leurs membres habitent près de leurs propres terres, tandis que l'agriculture collective les permet de travailler dans une sécurité relative en respectant les décisions des responsables communautaires.



Campement de PDI, Uraba

© Oxfam

### Les recommandations de l'évaluation de la sécurité alimentaire

Les évaluateurs ont noté qu'Oxfam avait pu aider les PDI à développer des sources d'alimentation autres que l'aide alimentaire. Grâce à une petite ration alimentaire et une série d'autres actions de sécurisation alimentaire, les déplacés ne souffraient pas de malnutrition et n'adoptaient pas de stratégies préjudiciables pour obtenir des vivres. Il a été conseillé à Oxfam de :

- poursuivre le programme pendant cinq mois comme prévu, en réduisant progressivement la ration alimentaire ;
- donner aux victimes des inondations dans les

camps riverains une ration de 2.100 calories/personne/jour pendant trois mois, afin qu'elles puissent se remettre et se concentrer sur la reconstruction des maisons ;

- permettre aux communautés isolées dans les zones riveraines d'origine d'écouler leur production excédentaire (essentiellement du riz) en l'achetant et en l'intégrant dans la ration mensuelle distribuée aux autres camps ;
- prévoir une ration supplémentaire pour les PDI cultivant des terres éloignées de leur site d'installation pour qu'elles aient assez à manger pendant la campagne et le temps passé à l'extérieur ;
- démarrer des activités de génération de revenus pour le site urbain.

Tableau 11 : Niveaux de sécurité alimentaire des différents groupes de PDI

	Zone d'origine rurale	Zone d'origine riveraine	Camp rural	Camp riverain	Urbain
<b>Accès à la terre</b>	Excellent	Excellent	Limité	Limité	Très limité
<b>Rendement des récoltes</b>	Moyen	Excellent	Limité	Très limité	Très limité
<b>Produits du jardin</b>	Moyen	Moyen	Limité	Très limité	Moyen
<b>Pêche/chasse</b>	Excellent	Moyen	Moyen	Excellent	Très limité
<b>Petit cheptel</b>	Moyen	Excellent	Moyen	Très limité	Moyen
<b>Revenus/commerce</b>	Excellent	Très limité	Très limité	Excellent	Excellent
<b>Ration alimentaire (% de l'alimentation totale)</b>	10%	8%	10-15%	10%	10-15%
<b>Organisation sociale</b>	Excellent	Excellent	Limité	Excellent	Limité
<b>Niveau de sécurité alimentaire</b>	++	++	+	-	-

# Conclusion

Les études de cas présentées illustrent aussi bien l'application sur le terrain, par Oxfam, de son approche d'évaluation de la sécurité alimentaire en vue de sécuriser les moyens d'existence, que l'adaptation de l'approche selon les moyens d'existence concernés et la nature du choc externe. La première démarche a consisté, dans tous les cas, à diviser la population en groupes ayant un ensemble similaire de droits d'échange (ou de sources d'alimentation/revenus) :

- à Orissa, la population d'une même zone ou d'un même village a été divisée en groupes socio-professionnels ;
- à Wadjir, une division par zones s'imposait, puisque des gens ayant des moyens d'existence similaires habitent la même région ;
- en Colombie, les personnes déplacées ont été divisées selon l'emplacement géographique et le type de site d'installation.

Pour chaque groupe, la sécurité alimentaire a été évaluée par rapport à la disponibilité, l'accès et la gravité de l'insécurité alimentaire.

L'envergure et la nature des interventions recommandées et réalisées par Oxfam ont varié en fonction de la gravité de l'insécurité alimentaire, de l'impact sur les différents systèmes de subsistance et du stade atteint par la situation d'urgence. Dans les trois cas étudiés, les interventions ont associé l'aide alimentaire gratuite à d'autres mesures de promotion de la sécurité alimentaire et de protection des moyens d'existence. A Wadjir, l'aide alimentaire a représenté l'essentiel de la réponse ; mais à Orissa l'aide alimentaire gratuite s'est rapidement transformée en élément mineur de la réponse globale.

En dépit de l'expérience considérable d'Oxfam en matière d'évaluation de la sécurité alimentaire en vue de sécuriser les moyens d'existence, l'organi-

sation réfléchit encore aux conséquences d'une telle approche en ce qui concerne :

- la quantité de vivres distribuées et les groupes cibles ;
- l'équilibre entre les interventions alimentaires et non alimentaires ;
- la neutralité et de l'impartialité, surtout mais pas exclusivement dans des situations de conflit.

## Volumes et cibles

Il faut prévoir un volume plus important d'aide alimentaire dans le cas des distributions d'urgence qui visent la sécurisation des moyens d'existence plutôt que la simple couverture des besoins immédiats. Les groupes cibles sont généralement plus grands, puisqu'ils comportent à la fois des gens qui possèdent encore des biens et des gens qui souffrent de malnutrition et/ou sont démunis. L'étude de cas de Wadjir montre que, si on souhaite sécuriser les moyens d'existence, il faut cibler la quasi totalité de la population.

Les volumes d'aide alimentaire nécessaires ne sont pas toujours disponibles ; il est rare que les appels d'urgence du PAM produisent la totalité des quantités demandées. De ce fait, les organisations doivent trouver les meilleurs moyens d'utiliser les ressources disponibles. On peut, par exemple, appliquer des critères de ciblage plus stricts (exclure certains groupes ou les plus aisés, cibler les personnes souffrant de malnutrition), ou réduire la ration pour tout le monde. Aucune option n'est pas facile, encore moins parfaite, mais il importe de distinguer les stratégies selon qu'elles tiennent compte de l'évaluation des besoins ou sont adoptées parce que les ressources sont insuffisantes.

On pourrait prétendre que l'aide alimentaire destinée à préserver les moyens d'existence ne doit pas forcément se conformer aux principes nutrition-

nels (Wilson, 1991, Jaspars et Young, 1995). Les lignes directrices actuelles en matière de nutrition portent uniquement sur les rations destinées aux personnes coupées de leur sources normales d'alimentation et ne donnent pas de conseils relatifs à l'aide alimentaire destinée à sécuriser les moyens d'existence.

Une question plus générale concernant l'approche de sécurisation des moyens d'existence se réfère à la durée des distributions d'aide : quand faut-il les arrêter ? Autrement dit, qu'est-ce qu'on entend vraiment par «sécuriser les moyens d'existence» ? Dans le cas de Wadjir, l'aide doit-elle continuer jusqu'à ce que les troupeaux regagnent leur ampleur d'avant la situation d'urgence ? Oxfam a entrepris, dans les années 1990, plusieurs distributions de vivres dans les districts de Wadjir et Turkana. Dans les deux cas, compte tenu de la précarité des moyens d'existence de certains groupes, la décision de réduire progressivement les distributions a été difficile. Des recherches ultérieures s'imposent à cet égard.

### **Associer les interventions alimentaires et non alimentaires**

Dans les trois cas étudiés ici, les interventions alimentaires ont été associées aux interventions non alimentaires. L'aide alimentaire joue un rôle prédominant dans les réponses de plus grande envergure et pendant la phase la plus critique des situations d'urgence. Dans le cas des réponses de moindre envergure, ou aux stades moins critiques, d'autres formes d'intervention prédominent : argent contre travail et assistance agricole à Orissa, assistance dans le domaine de l'agriculture et de la pêche, en Colombie, pendant la deuxième année après le déplacement,...

Décider de l'opportunité des différentes actions et trouver les modalités les plus appropriées pour résoudre les crises alimentaires en question sont autant d'enjeux de la sécurisation des moyens d'existence. L'envergure de la situation d'urgence et le stade atteint, la disponibilité de ressources, la réponse gouvernementale et les exigences en matière de gestion des différents types d'intervention seraient des éléments décisifs. Au Kenya, on pourrait prétendre que l'aide alimentaire était indiquée parce que, en 2000, il y avait dans le pays une pénurie absolue de vivres. Par ailleurs, les distributions alimentaires gérées par la communauté ne demandent pas beaucoup d'apports au niveau de la gestion et sont donc susceptibles de démarrage rapide. En revanche, l'aide alimentaire était disponible auprès du PAM et du gouvernement, alors que les fonds nécessaires pour d'autres interventions d'une telle envergure ne l'étaient pas. Dès le mois d'octobre

2000, l'aide alimentaire ne pouvait plus assurer la fonction de sécuriser les moyens d'existence, puisque le bétail commençait à mourir, mais le déstockage et les distributions fourragères étaient réalisables uniquement à petite échelle.

Le nombre de bénéficiaires à Orissa et en Colombie était sensiblement moins important, ce qui autorisait une gamme plus large d'interventions. A Orissa, grâce à la fourniture par le gouvernement de produits de base au prix subventionné, Oxfam a pu réorienter son intervention sur les projets d'argent et de vivres contre travail pour assurer la sécurité alimentaire immédiate, ainsi que l'assistance agricole pour promouvoir la sécurité alimentaire à plus long terme. Ces interventions étaient faisables du fait de leur envergure relativement réduite. De même, en Colombie, grâce au faible nombre de bénéficiaires, Oxfam a pu mettre en oeuvre des programmes de promotion de la sécurité alimentaire exigeant un apport important au niveau de la gestion.

### **Neutralité et impartialité**

S'il est généralement reconnu que les distributions alimentaires sont susceptibles d'abus et de manipulation lors des conflits (Leader, 2000 ; Jaspars, 2000), l'opportunité et la possibilité d'actions de sécurisation des moyens d'existence, ainsi que les risques qui s'y associent, doivent faire l'objet d'études ultérieures. Lors des conflits chroniques, il y a vraisemblablement moins de chances de protéger les moyens d'existence. Dans une guerre civile, il est fréquent que les belligérants cherchent tout particulièrement à détruire les moyens d'existence des partisans supposés de l'ennemi. Subvenir à ses propres besoins, même alimentaires, est difficilement réalisable. L'étude de cas de Colombie montre que les PDI avaient presque atteint l'autosuffisance alimentaire à la fin de 1999, mais l'escalade de la violence en 2000 a mis en question leur sécurité alimentaire. Par ailleurs, les déplacés de longue date ne sont pas toujours en mesure de reconstruire leurs anciens moyens d'existence.

Il arrive que les parties en guerre mettent en question la neutralité et l'impartialité des actions visant à sécuriser les moyens d'existence, puisqu'elles sont censées avoir un impact à plus long terme. Renforcer la capacité ou la résistance de certains groupes socio-professionnels pourrait être interprété comme un soutien pour l'un des parties au conflit. En revanche, on sait aussi que les interventions non alimentaires ont parfois des effets nocifs moins importants que l'aide alimentaire (Anderson, 1996). De nombreuses organisations, notamment celles basées aux Etats-Unis telles que CARE,

Catholic Relief Services (CRS) et Vision Mondiale Internationale, ont mis au point un cadre d'analyse des avantages et des inconvénients de différentes sortes d'intervention lors des conflits. Le CICR, tout en observant strictement le principe de neutralité opérationnelle, reconnaît que toute action humanitaire soutient dans une certaine mesure les parties en guerre, compromettant ainsi l'impartialité. C'est pourquoi l'aide se limite à la couverture des besoins les plus urgents.

On peut également mettre en question l'impartialité des interventions visant à protéger les moyens d'existence dans des situations stables. De par sa nature, cette protection est accordée à des gens qui ont encore des moyens d'existence à protéger : ceux qui ont de la terre et du bétail, par exemple. Il ne s'agit pas des plus pauvres, des personnes souffrant de malnutrition, des démunis. Une approche de sécurisation des moyens d'existence peut bien concorder avec l'objectif de la population locale de

maintenir sa mode de vie, mais ceci ne correspond pas forcément aux principes occidentaux en matière d'aide. Dans la plupart des situations, le compromis s'impose.

Les évaluations de la sécurité alimentaire en vue de sécuriser les moyens d'existence ont surtout réussi à élargir les horizons. Cette approche reconnaît la coexistence de différents risques, d'où la nécessité d'aborder en même temps les risques pour la vie et l'érosion plus insidieuse des moyens d'existence à plus long terme. La vie d'avant et la vie d'après la situation d'urgence sont explicitement prises en compte. Au lieu d'attendre qu'une intervention d'urgence se métamorphose en actions de redressement et puis de préparation, l'approche favorise une analyse plus approfondie et détaillée de l'impact de l'insécurité alimentaire sur la vie et les moyens d'existence des gens, suscitant ainsi une série de réponses possibles reflétant la diversité des besoins locaux et des scénarios opérationnels.

## Annexe

# Techniques d'évaluation rapide pour faire le bilan de la sécurité alimentaire

### L'observation directe

Il s'agit d'observer, entre autres, le cadre physique, l'état des cultures et du bétail, l'apparence et les conditions de vie des gens, les interactions entre eux. L'évaluateur va également parcourir la zone à pied, à la recherche des locaux ou des sites associés à la sécurité alimentaire (moulins, commerces, marchés, champs avoisinants) et visiter des gens à domicile.

### Les entretiens semi-structurés

Les entretiens semi-structurés sont menés, de préférence dans l'intimité, avec des informateurs clés, intentionnellement choisis. On prépare à l'avance, mentalement ou sur papier, une liste de contrôle des domaines clés ou des questions ouvertes. On aborde des points d'intérêt qui n'ont pas été pris en considération auparavant.

### «L'entassement proportionnel»

Il s'agit de découvrir l'importance relative de différentes choses. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, on cherche à déterminer l'importance relative des différentes sources d'alimentation et les changements de l'importance relative suite à un événement donné. On demande aux gens d'identifier leurs principales sources d'alimentation ou leurs principaux moyens d'obtenir des produits alimentaires. Ils sélectionnent ensuite des symboles pour représenter ces sources et les mettent par terre ou sur une table. Ils entassent sur ces symboles des haricots, des grains ou des cailloux proportionnellement à leur importance relative. Si, sur 100 haricots, 50 sont mis dans le tas «production agricole», cela veut donc dire que cette dernière fournit 50 pour cent environ des besoins alimentaires des personnes concernées.

### Les historiques et chronologies

La description des événements précédant un déplacement, l'examen des périodes de famine et d'insécurité alimentaire passées et l'analyse, du point de vue des gens concernés, des principales caractéristiques, de la gravité et des causes sous-jacentes de ces dernières sont autant d'éléments permettant d'avoir une idée de la gravité relative de la période actuelle d'insécurité alimentaire et des causes de celle-ci par rapport aux périodes précédentes.

### Les schémas saisonniers

Les schémas saisonniers permettent aux populations locales de décrire les éléments saisonniers liés à la sécurité alimentaire : le cycle de production des différentes cultures vivrières (semis, sarclage, récolte) ; la production des différents produits animaux ; la demande de main-d'oeuvre ; les périodes associées aux razzias ou à d'autres attaques. Ceci aide à découvrir les variations saisonnières de la disponibilité et de l'accessibilité des produits alimentaires, tout en permettant d'identifier la «soudure» et la période d'abondance, ainsi que de savoir si on peut s'attendre, à une époque donnée de l'année, à ce que la situation s'améliore ou s'empire.

## La cartographie

Il s'agit de demander aux populations locales de préparer une carte approximative de leur milieu, indiquant des particularités telles que les sources d'eau, lieux de culte, écoles, commerces, marchés, champs, zones réservées au bétail, zones d'accueil de groupes sociaux ou ethniques particuliers ou de nouveaux venus, zones interdites. Ceci permet d'avoir une idée des distances, notamment si l'accès est limité, et facilite la planification des visites et des promenades dans la zone touchée.

## Les profils d'activité

Les profils d'activité, qui décrivent les activités des gens aux différents moments de la journée, permettent d'apprécier la différenciation des rôles masculins et féminins et les relations entre hommes et femmes, ainsi que le temps consacré à obtenir des vivres.

# Notes

- <sup>1</sup> Les sites «sentinelles» sont sélectionnés comme représentatifs des communautés ou des zones les plus vulnérables en matière d'insécurité alimentaire et donc les premières à subir des changements.
- <sup>2</sup> Les milices «Autodefensas Unidas Colombianas (AUC)» furent créées, pendant les années 1960, pour protéger les intérêts des propriétaires terriens, des industriels et des hommes d'affaires. Les AUC auraient causé de la mort de 35.000 civils pendant les années 1990. Le groupe de guérilla le plus ancien et le plus important, les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC), a ses origines dans les luttes paysannes des années 1950. Il compte actuellement environ 12.000 effectifs armés et contrôle quelque chose comme 40 pour cent du territoire colombien.
- <sup>3</sup> La mesure de la circonférence du bras au milieu de la partie supérieure (MUAC) est un instrument de dépistage de la malnutrition. Tous les enfants au sein d'une population sont mesurés et, pour ceux qui n'atteignent pas le seuil minimal, on procède à la mesure du poids par rapport à la taille. Dans ce cas, l'exercice a donné une idée préliminaire de l'état nutritionnel de la population.
- <sup>4</sup> En réalité, le seuil de 130mm a été utilisé par erreur. Oxfam observe les lignes directrices nutritionnelles de MSF en matière de seuils MUAC : pour les évaluations rapides, 125mm représentent le seuil de la malnutrition modérée, tandis qu'on utilise un seuil de 135mm pour les exercices de dépistage.

# Références

- Anderson, M. (1996) Supporting Local Capacities for Peace through Aid. Cambridge, MA: Collaborative for Development Action. Local Capacities for Peace Project.
- African Rights (1994) Humanitarianism Unbound. Londres : African Rights.
- Arid Lands Resource Management Project (ALRMP) (January 2001) Kenya Rapid Food Security Assessment, January 2001. Report to the Kenya Food Security Steering Group.
- Boudreau, T. (1998) L'approche économique alimentaire : cadre permettant de comprendre les stratégies de subsistance en milieu rural. Dossier thématique 26 . Londres : Réseau aide d'urgence et réhabilitation.
- Chambers, R. (1989) 'Vulnerability, Coping and Policy'. IDS Bulletin 20(2): 1-7.
- Corbett, J. (1988) 'Famine and Household Coping Strategies'. World Development 16(9): 1,092-1,112.
- Davies (1993) 'Are Coping Strategies a Cop-Out?'. IDS Bulletin 24(4).
- de Waal, A. (1989) Famine That Kills: Darfur, Sudan, 1984-1985. Oxford: Clarendon Press.
- de Waal, A. (1990) 'A Re-assessment of Entitlement Theory in the Light of Recent Famines in Africa'. Development and Change (21): 469-490.
- de Waal, A. (1993) 'War and Famine in Africa'. IDS Bulletin 24(4): 33-40.
- de Waal, A. (1997) Famine Crimes: Politics and the Disaster Relief Industry in Africa. Oxford: James Currey.
- Fleuret, A. (1986) 'Indigenous Responses to Drought in Sub-Saharan Africa'. Disasters 10(3): 224-227.
- Jaspars, S. (2000) Solidarity and Soup Kitchens: A Review of Principles and Practice for Food Distribution in Conflict. HPG Report 7. Londres : Humanitarian Policy Group.
- Jaspars, S. et Young H. (1995) Distributions générales de vivres lors des situations d'urgence : des besoins nutritionnels aux priorités politiques. Revue sur l'état des connaissances, RRN, Londres.
- Jaspars, S., H. Young, H. Shuria, L. Ogalla et P. Kisopia (1997), People on the Edge: An Evaluation of Oxfam GB's Emergency Intervention in Turkana, March-August, 1996. Oxford: Oxfam GB.
- Keen, D. (1991) 'A Disaster for Whom?: Local Interests and International Donors during Famine among the Dinka of Sudan'. Disasters 15(2): 58-73.
- Keen, D. (1998) The Economic Functions of Violence in Civil Wars. Adelphi Paper 320. Oxford: Oxford University Press for the International Institute for Strategic Studies.
- Leader, N. (2000) The Politics of Principle: The Principles of Humanitarian Action in Practice. HPG Report 2. Londres : Humanitarian Policy Group.
- Macrae, J. et A. Zwi (1994) War and Hunger: Rethinking International Responses to Complex Emergencies. Londres : Zed Books.

- MSF-H (December 1997) Food Security Assessments in Emergencies: Report of an Inter-Agency Workshop. Amsterdam: MSF-H.
- Rahmato, D. (1988) 'Peasant Survival Strategies in Ethiopia'. Disasters 12(4).
- Seaman, J. (2000) 'Making Exchange Entitlements Operational: The Food Economy Approach to Famine Prediction and the RiskMap Computer Program'. Disasters 24(2).
- Sen, A. (1981) Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation. Oxford: Clarendon Press.
- Sen, A. (1989) 'Why Are Rural People Vulnerable to Famine?'. IDS Bulletin 20(2): 8-15.
- UNHCR/WFP/ENN (2000) Food Security Assessments, Self-Reliance and Phasing Out in On-going Refugee Situations: Summary Report of an Inter-Agency Workshop. Rome: World Food Programme.
- Wilson, K. (1991) Enhancing Refugees' Own Food Acquisition Strategies: A Paper Presented at the International Symposium on 'Responding to the Nutrition Crisis amongst Refugees: The Need for New Approaches'. Oxford: Refugee Studies Programme.
- Young, H. (1992) Food Scarcity and Famine, Assessment and Response. Oxfam Practical Health Guide 7. Oxford: Oxfam.
- Young, H. et S. Jaspars (1995) Nutrition Matters - People, Food and Famine. Londres : IT Publications.

# RESEAU DES PRATIQUES ET POLITIQUES HUMANITAIRES

## Historique

Le **Réseau des pratiques et politiques humanitaires (HPN)** a été inauguré en 1994, en réponse aux recherches qui ont révélé que des lacunes substantielles existaient entre les exécutants et les décideurs dans le domaine humanitaire, et que le secteur faisait preuve de faiblesses importantes dans ses capacités à tirer des enseignements et à être plus « fondé sur la connaissance ».

## Objet

Stimuler des analyses critiques, promouvoir l'apprentissage professionnel et le développement de ceux qui participent directement ou indirectement à l'action humanitaire, et améliorer les pratiques.

## Objectifs

Offrir des analyses et principes directeurs pertinents et utilisables pour la pratique humanitaire, ainsi que des renseignements récapitulatifs sur la politique et les développements institutionnels pertinents dans le secteur humanitaire.

## Activités

- **Publier en trois formats** : les Etudes sur les bonnes pratiques (une fois par an), les Dossiers thématiques (quatre à six fois par an), et les Lettres d'information (deux fois par an). Toutes les publications sont rédigées en anglais et en français.
- **Animer un site Web d'enseignement** : c'est l'un des sites clés de référence pour les acteurs humanitaires.
- **Collaborer avec des réseaux « partenaires » internationaux** : afin d'accroître le nombre de ceux qui atteignent le **HPN** et offrir des avantages mutuels aux réseaux participants.
- **Organiser, à l'occasion, des séminaires sur des sujets particuliers** : afin de permettre aux exécutants, décideurs et analystes de se rencontrer

## Audience cible du HPN

Les personnes et les organisations qui participent activement à l'action humanitaire. Egalement ceux qui cherchent à obtenir de meilleurs résultats aux niveaux international, national et local – en particulier, les directeurs opérationnels à mi-niveau, le personnel dans les services de la politique, et les formateurs.

Tout en étant un projet et un Réseau de son propre droit, le **HPN** existe au sein du Groupe pour la politique humanitaire (*Humanitarian Policy Group*) à ODI. L'objectif est non seulement d'assurer des possibilités étendues d'établissement de réseaux et de dissémination, mais aussi de placer le HPN dans un « centre d'excellence » plus large qui renforce l'impact du travail du **HPN**.

## Financement

**HPG** est soutenu par : British Red Cross, CARE, DANIDA, DFID, ECHO, MFA Netherlands, OCHA, SCF(UK), SIDA, UNDP, USAID et WFP.SIDA, UNDP, USAID et WFP.